

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

p. 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1859 - 19 mars 2004 - prix : 1 €

**Sanctionner  
la politique  
antiouvrière  
de Chirac  
et Raffarin**

■ **La campagne  
des listes**

**LO-LCR** p. 5

■ **Dassault achète  
Le Figaro**

**La presse  
aux mains des  
industriels et  
des banquiers**

p. 4

■ **Dans les  
entreprises**

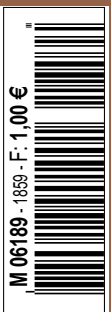
**Assez des  
salaires  
trop bas !**

p. 8

**Espagne**

**Après les attentats  
de Madrid**

p. 8 à 9



M 06189 - 1859 - F - 1,00 €

## Sommaire

### Leur société

- p 4 ■ Dassault s'achète *Le Figaro*  
■ Chiffres d'affaire et bénéfices
- p 6 ■ La dette publique
- p 7 ■ Un nouveau cadeau pour Bull  
■ Philips à Caen : subventions et licenciements  
■ Quand Messier spéculait sur les actions Vivendi
- p 10 ■ Chômage : la dictature des actionnaires  
■ Génocide rwandais : les responsabilités de la France
- p 11 ■ La grève des enseignants  
■ Fonctionnaires et salaires « au mérite »
- p 12 ■ Le maire de Bobigny déclare les expulsions hors-la-loi  
■ Pour la régularisation des sans-papiers

### Elections régionales

- p 5 ■ Les meetings régionaux  
■ Abstention : les pousse-crime

### Tribune

- p 6 ■ De l'agitation sociale aux élections... et des élections à la contre-offensive ouvrière

### Dans le monde

- p 8 et 9 ■ L'Espagne après les attentats de Madrid :  
- la victoire du PSOE  
- les tentatives de manipulations d'Aznar  
- les attentats terroristes n'émanciperont jamais personne
- p 16 ■ Russie : Poutine réélu  
■ Manifestation contre la guerre

### Dans les entreprises

- p 12 ■ Grève à Carrefour Vénissieux, à Alstom La Courneuve
- p 13 ■ Hutchinson Chalette-sur-Loing, une grève pour les salaires et la dignité  
■ Renault, les employés de l'informatique contre la filialisation
- p 14 ■ Hôpitaux de Paris : toutes les raisons de manifester  
■ Les pompiers du Nord en grève  
■ Le patron de POK (Nogent-sur-Seine) se sent visé
- p 15 ■ Grève à France Télécom  
■ La Poste - Paris 14 : assez de suppressions d'emplois

## Les élections cantonales et leur mode de scrutin

En même temps que les élections régionales, les 21 et 28 mars prochains, se dérouleront les élections cantonales, auxquelles participeront quelque 980 candidats de Lutte Ouvrière. Ces élections servent à élire la moitié des membres des conseils généraux qui siègent à l'échelon du département. Seul le département de Paris n'a pas de conseil général, le conseil de Paris cumulant les deux fonctions de conseil municipal et de conseil général.

Si l'institution date de 1790, en 1970 elle n'avait encore qu'une voix consultative sur les programmes d'équipements régionaux. Depuis 1983, le conseil général a pris la succession de l'État pour ce qui concerne l'aide à l'équipement rural, les ports maritimes de commerce et de pêche, les transports scolaires. Il s'intéresse aussi à l'action sociale, la santé, l'environnement et l'action culturelle. En pratique, cela revient là encore à accorder, au niveau du département, des aides directes ou indirectes aux entreprises...

À plusieurs reprises, depuis leur création, les conseillers généraux ont été désignés par l'État. Même s'ils sont aujourd'hui élus, le mode de scrutin, « uninominal, majoritaire, à deux tours », est particulièrement éliminatoire. Pour être élu au premier tour un candidat doit réunir au moins la moitié des suffrages exprimés plus un... mais aussi un nombre de suffrages égal à au moins le quart des électeurs inscrits, ce qui en ces temps de forte abstention n'est pas facile à réunir.

Pour rester candidat au deuxième tour, il faut avoir obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 10 % des électeurs inscrits. Si un seul candidat obtient

ce résultat, le second peut concourir, même s'il n'a pas atteint ce score. C'est ensuite celui qui obtient le plus grand nombre de suffrages qui est élu.

Enfin, si les membres des conseils généraux sont élus pour six ans, il n'y a jamais pour eux d'élections générales. Des élections sont organisées tous les trois ans pour renouveler chaque fois la moitié des conseillers. Cela permet d'amortir les répercussions des évolutions politiques sur la composition des conseils généraux qui, au-delà, entrent également dans la composition du corps électoral des élections sénatoriales... Enfin, parfois, quand les pouvoirs publics ont souhaité faire coïncider les élections cantonales avec une autre élection générale, régionale et municipale, il a pu être décidé de prolonger arbitrairement d'un an le mandat des élus pour permettre cette coïncidence !

On le voit, dans le cas des conseils généraux comme dans celui des conseils régionaux, la multiplication des élections ne signifie pas pour autant une représentation démocratique de la population et des tendances qui la composent.

Jacques FONTENOY

## Élections régionales Les réunions publiques LO - LCR dans les départements

### • DREUX

Judi 18 mars à 20 h 30  
Centre Saint-Jean  
avec Marie-José Aubert, tête de la section départementale de l'Eure-et-Loir, et Stéphane Mourad

### • LA ROCHELLE

Judi 18 mars à 20 h 30  
Salle municipale Gérard-Philippe - 40, rue de la Pépinière  
avec Claude Queimar, tête de la liste régionale Poitou-Charentes, et Antoine Colin, tête de la section départementale de Charente-Maritime

### • LILLEBONNE

Judi 18 mars à 20 h 30  
Salle de la Piscine  
avec Christine Poupin, tête de la liste régionale de Haute-Normandie, et Gisèle Lapeyre, conseillère régionale et tête de la section départementale de Seine-Maritime

### • NANTERRE

Judi 18 mars à 20 heures  
Salle des Guignons, 7 bd du Général-Leclerc  
avec Jean-Louis Gaillard, tête de la section départementale des Hauts-de-Seine, et Félicienne Saint-Val

### • PÉRIGUEUX

Judi 18 mars à 20 h 30  
Salle de lecture - Agora de Boulazac  
avec Martine Mailfert, tête de liste régionale de l'Aquitaine, Nelly Malaty et Danièle Lafont, tête de la section départementale de Dordogne

### • SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS

Judi 18 mars à 20 h 30  
Salle du Champ-de-Foire (Champ-de-Foire, près de la piscine)  
avec Dominique Rémond, tête de la section départementale de l'Essonne, et Patrice Wach

### • VITRY

Judi 18 mars à 20 h 30  
Salle du château, 6 bis, rue Montebello (près du marché de l'église)  
avec Danielle Poupardin, Bernard Galin, Gisèle Pernin et Joséfa Torres

### • VIGNEUX

Vendredi 19 mars à 20 h 30  
Salle Paul-Langevin, quartier de la Croix-Blanche  
avec Dominique Rémond, tête de la section départementale de l'Essonne, et Patrice Wach

## Les réunions publiques de Lutte Ouvrière

### • METZ (Moselle)

jeudi 18 mars à 20 heures  
Centre culturel Saint-Denis-de-la Réunion - rue de Lorry

### • NOMEXY (Vosges)

vendredi 19 mars à 20 heures  
Salle des fêtes  
avec Christiane Nimsgern

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

### Adresser toute correspondance à:

**LUTTE OUVRIÈRE**  
**B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron  
153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

### SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 150 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
<b>France, DOM-TOM</b>	35 €	18 €	15 €
<b>DOM-TOM, par avion</b>	50 €	25 €	21 €
<b>Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada</b>	60 €	30 €	15 €
<b>Asie Océanie autre Amérique</b>	75 €	38 €	26 €
<b>Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)</b>	90 €	45 €	32 €

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL et VILLE : .....  
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....  
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de : .....  
Règlement :  
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,  
par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.



# Pour sanctionner clairement la politique antiouvrière du gouvernement **VOTONS LO-LCR !**

Le gouvernement veut tant convaincre les électeurs que le scrutin de dimanche 21 mars est une consultation purement locale que Raffarin a lancé l'idée saugrenue d'organiser à l'avenir des élections à des dates différentes pour chaque région. A quand des élections municipales à des dates différentes pour les 36 000 communes du pays ?

Lundi matin 15 mars, on a même pu entendre sur France-Inter le chiraquien François Baroin, ex-porte-parole du gouvernement Juppé, expliquer qu'il ne s'agissait pas le dimanche suivant de se prononcer sur la politique de Raffarin, mais de choisir des présidents de région. Ce qui revient à dire : « *C'est pas moi, c'est lui* ».

Il est clair que les représentants de la majorité parlementaire, qui ne se font pas d'illusions sur la popularité du gouvernement dans l'électorat populaire, craignent un « vote sanction ». Ils ont raison de le craindre, car sanctionner la politique du gouvernement est la seule chose d'utile que les travailleurs peuvent faire dans ces élections avec leur bulletin de vote.

Le gouvernement Chirac-Raffarin est aux ordres du grand patronat. Les prétendues « réformes » des retraites, des allocations chômage ou de la Sécurité sociale, constituent autant d'attaques contre le monde du travail. Le gouvernement a diminué les impôts des plus riches mais, à travers les augmentations des impôts locaux, le poids de la fiscalité supporté par les plus pauvres a au contraire augmenté. Parce que les ressources de l'État sont utilisées au profit du patronat, les services publics (hôpitaux, enseignement, transports en commun, etc.) sont laissés à l'abandon. Le gouvernement a plus d'égards pour les restaurateurs que pour la recherche scientifique. Il gaspille les finances publiques dans des cadeaux aux entreprises, qui ne créent aucun emploi, mais permettent aux actionnaires d'engranger encore plus de profits.

Oui, ce gouvernement mérite que les travailleurs lui manifestent leur mécontentement.

Mais voter pour les listes présentées par les partis de l'ex-gauche plurielle, ce ne serait pas vraiment sanctionner la politique gouvernementale. Car les gouvernements socialistes ont mené eux aussi une politique favorable au patronat.

C'est sous Mitterrand que l'impôt sur les sociétés a diminué de 50 % à 33 %. Jospin lui aussi a multiplié les cadeaux aux entreprises. Il n'est pas revenu sur la décision de Balladur de porter de 37,5 à 40 le nombre d'années de cotisation nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein. C'est le cabinet de la socialiste Martine Aubry qui a préparé les mesures de déremboursement de médicaments appliquées par Mattei. D'ailleurs, aujourd'hui, les dirigeants socialistes, s'ils critiquent le gouvernement, se gardent bien de promettre que, s'ils reviennent au gouvernement, ils annuleront toutes les mesures prises par Raffarin contre la population laborieuse.

On ne peut pas sanctionner le gouvernement Chirac-Raffarin en votant pour des hommes qui ont mené ou soutenu une politique qui n'était pas différente, sur le fond, de celle du gouvernement actuel, et qui s'apprentent, s'ils reviennent au pouvoir, à gouverner dans le même sens.

Sanctionner le gouvernement et sa politique ouvertement pro-patronale, cela ne peut se faire qu'en votant pour des candidats qui se présentent non seulement en opposants résolus à Chirac et Raffarin, mais aussi à l'offensive antiouvrière menée par le patronat.

Les listes présentées par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire sont les seules qui se placent sur ce terrain-là. Les seules qui sont clairement dans le camp des travailleurs.

Le 21 mars, votez pour les listes LO-LCR.

**Arlette LAGUILLER**

## • Impôts

# Les pauvres paient de plus en plus pour les riches

Le gouvernement se vante d'avoir, cette année encore, diminué les impôts. Et pour donner à ses réformes une apparence de justice, il met en avant la baisse de 3 % de l'impôt sur le revenu de tous les contribuables.

Or cette mesure n'est équitable qu'en apparence puisqu'elle ne profite évidemment pas aux 16 millions de ménages qui ont si peu de revenus qu'ils ne sont pas imposables. Quant aux 17 millions de foyers assujettis à cet impôt, ils ne bénéficient pas de la même manière de la baisse. L'économie d'impôt qui en résulte est bien plus importante pour les contribuables les plus aisés

que pour les catégories situées dans les plus basses tranches du barème. Selon les calculs du Syndicat national unifié des impôts, un célibataire ayant déclaré 12 000 euros de salaire brut annuel bénéficiera ainsi d'un allègement de 15 euros, alors que celui qui déclare 100 000 euros verra son impôt diminuer de 944 euros.

Cette politique qui consiste à diminuer l'impôt sur le revenu privilégie surtout les catégories les plus riches. La Cour des Comptes a ainsi calculé que 10 % des ménages les plus aisés avaient bénéficié de 69 % des baisses d'impôt décidées en 2002.

L'ensemble des mesures fis-

cales applicables cette année devraient encore renforcer cette tendance. On peut citer la réduction d'impôt liée à l'emploi d'un salarié à domicile, les réductions liées aux investissements dans les DOM-TOM, aux investissements dans les résidences de tourisme et aux investissements dans l'immobilier locatif. En cumulant plusieurs de ces dispositifs, un salarié déclarant 100 000 euros de revenu pourra ainsi ramener, en toute légalité, son impôt de 17 220 à 2 120 euros (soit un taux effectif d'imposition de 2,36 % !).

S'il en était besoin, on pourrait encore relever l'élargissement des exonérations en

matière d'impôt sur la fortune ou la réforme de la taxation des plus-values immobilières. Sans parler de la baisse des impôts des entreprises alors que, selon les statistiques de l'OCDE, la France impose les bénéfices des sociétés déjà plus faiblement que des pays comme les États-Unis, le Japon ou le Royaume-Uni.

La politique fiscale du gouvernement remet non seulement en cause le principe de l'impôt progressif sur le revenu, qui voudrait que plus on gagne, plus on paie, mais elle grève également les recettes de l'État. Cela contribue au déficit croissant du budget, que le gouvernement invoque pour justifier un renforcement des

impôts indirects, comme la taxation du gazole ou celle du tabac, ainsi que des impôts locaux. Or ces impôts frappent de plus en plus lourdement les consommateurs et les habitants, qu'ils soient ou non imposables sur le revenu.

Finalement, le peu qu'il fait semblant de donner aux classes populaires par la baisse de l'impôt sur le revenu, le gouvernement le leur reprend largement par ailleurs. En revanche, les cadeaux aux classes aisées et aux entreprises sont une réalité. Une réalité qu'il finance en volant chaque jour dans les poches des plus démunis.

**Roger MEYNIER**

## • Dassault s'achète *Le Figaro*...

# La presse aux mains des industriels et des banquiers

**Serge Dassault, héritier d'une des plus grandes fortunes de France, érigée essentiellement grâce aux commandes d'État puisque le groupe qu'il dirige a fourni la plupart des avions qui équipent l'armée française, vient de mettre la main sur *Le Figaro*, et du même coup sur 30 % de la presse régionale (*Le Progrès*, *Le Dauphiné libéré*, *La Voix du Nord*, entre autres). Du même coup, il s'empare du quotidien *Le Soir de Bruxelles*, de *France Soir* et d'une soixantaine de publications, qui vont de l'hebdomadaire *L'Express* à *L'Étudiant* et quelques autres.**

Les commentateurs et les syndicats de journalistes s'inquiètent de possibles « changements de la ligne éditoriale » et expriment leurs craintes pour la « liberté de l'information ». On a du mal à imaginer comment l'avionneur Dassault serait plus réactionnaire que feu Hersant.

En novembre 2002, Serge Dassault critiquait la « ligne » du *Figaro*, dont il venait d'acheter, premier pas dans la prise de contrôle du quotidien, 30 % des actions : « *Je ne dis pas qu'il est*

*trop à gauche, je dis seulement que l'on n'explique pas suffisamment à l'opinion la réalité économique telle qu'elle est vraiment dans les entreprises.* » Cela précise ce qu'il entendait quand il déclarait, dans *Entreprendre*, qu'il voulait que ses journaux – le possessif est de mise – expriment des « idées saines ». Les siennes.

Le fait qu'un magnat de l'industrie s'achète un groupe de presse avec la même facilité qu'un citoyen va s'acheter son journal au kiosque, le matin, n'est ni unique ni nouveau. Dassault n'est ni le seul ni le premier.

Le groupe Hersant, qu'il vient de s'offrir, s'était constitué à partir des années cinquante autour d'un homme qui, condamné après la guerre à dix ans d'indignité nationale, avait engrangé, au fil des années, dans son empire de presse, des dizaines de titres parmi les plus influents du pays, notamment *Le Figaro*, *France Soir*, qui fut pendant longtemps le plus fort tirage des quotidiens français, et bien d'autres. Député, il siégeait sur les bancs de la droite gaulliste avec une dizaine de ses collaborateurs au Parlement après avoir, un temps, été dans un petit parti fondé... par Mitterrand.

Avant guerre, il existait des situations similaires. *Le Temps*, qui apparaissait comme le quotidien de référence de l'époque, était quasi ouvertement le journal du Comité des Forges, du fait de ses liens connus avec les barons de la sidérurgie, les De



Wendel et consorts. Il y eut aussi la dynastie des Prouvost, riches propriétaires de filatures du Nord, qui eux aussi, comme Hersant, avaient eu quelques problèmes avec la justice, liés à leur attitude durant la Seconde Guerre mondiale. Ils se retrouvèrent à la tête d'un des empires de presse, à partir des années cinquante, qui comprenait *Le Figaro*, *L'Aurore*, *Match* (qui devint par la suite *Paris-Match*), *Marie-Claire*, et quelques autres aussi connus.

Quand les titres changent de

patrons, ils n'en restent pas moins aux mains des puissances d'argent. Il en a été ainsi du groupe de presse que s'était payé Jean-Marie Messier et le groupe Vivendi Universal (VU) qui, après leurs déboires, tomba dans l'escarcelle de Jean-Luc Lagardère, qui s'est construit sa fortune dans la vente d'armes, donc grâce aux commandes d'État... tout comme Dassault, et qui contrôle désormais, outre les messageries de presse (la diffusion des journaux et des magazines), pas moins de la moitié de l'édition en France. Et n'oublions pas Bouygues, à qui l'État a revendu la première chaîne de télévision nationale, et qui s'est acheté TFI avec la même facilité que n'importe quel quidam s'achète son téléviseur chez Darty. Pour un prix bradé, il est vrai.

Parfois ceux qui tirent les ficelles dans la presse écrite ou radio-télévisée changent, mais ils font toujours partie de ce monde restreint de financiers, d'affairistes, qui jonglent avec les titres en Bourse comme certains jonglent avec les titres de journaux. On y retrouve les quelques noms qui font les gros titres de la rubrique financière, parfois de la rubrique des scandales, comme Pinault ou Mes-

sier, et qui sont parmi les vieux amis des dirigeants politiques, de droite comme de gauche, d'ailleurs.

C'est donc une douce plaisanterie de parler de liberté de la presse, ou encore de son indépendance. C'est un article qu'on ne trouve plus, en supposant qu'il ait un jour existé en magasin, dans ce que l'on appelle la grande presse. Elle n'est pas seulement sous influence, elle est aux mains des milieux financiers, qui s'achètent des organes de presse, non seulement pour faire de l'argent (certains titres ne sont pas forcément rentables) mais pour fabriquer l'opinion, autant que faire se peut, avec parfois en prime la possibilité de décrocher un poste électif, de député par exemple comme ce fut le cas de Robert Hersant et de Marcel Dassault, le père de Serge, qui n'est pour le moment lui-même qu'un modeste maire, à Corbeil-Essonnes, dans la grande banlieue parisienne.

Comme quoi, en démocratie, une voix n'en vaut pas une autre. Il y a ceux qui n'ont pas accès à la parole et ceux qui peuvent se payer de puissants porte-voix. Serge Dassault est de ceux-là.

Vincent GELAS

## • Profits

# Les chiffres d'affaires reculent mais les bénéficiaires explosent

**En feuilletant la grande presse et particulièrement la presse économique ces jours-ci, on peut lire les annonces des entreprises, grandes et moins grandes, qui présentent leurs résultats pour l'année écoulée. Ces bilans établis par les dirigeants de grandes entreprises sont destinés à informer leurs actionnaires et à inciter les épargnants à leur acheter des actions.**

Notre tableau en donne un échantillon, d'où il ressort d'abord que la plupart des groupes affichent des résultats 2003 en nette progression. La plupart de ces grandes entreprises ressortent bénéficiaires de l'exercice écoulé, parfois même en doublant leurs résultats par rapport à ceux de 2002.

Mais le plus marquant, c'est que beaucoup d'entreprises voient leurs bénéfices exploser alors que, dans le même temps,

leur chiffre d'affaires, lui, a reculé ! DMC, par exemple, avec un chiffre d'affaires en recul de 18,6 %, voit son bénéfice progresser de 116,67 %. Et cela vaut aussi pour des grands groupes comme Lagardère ou LVMH (Bernard Arnault) dont le chiffre d'affaires recule en moyenne de 5 à 6 % tandis que les bénéfices progressent de 20 à

30 %. Ces chiffres destinés à séduire les boursicoteurs reflètent une autre réalité, celle d'une exploitation accrue des travailleurs des groupes en question, puisqu'avec moins de production il n'y a pas de recul comparable du bénéfice mais au contraire sa progression. Une « réussite » qu'on a fait payer au

prix fort aux salariés de ces entreprises, le plus souvent en diminuant la masse salariale.

Maintenir les salaires bas, réduire les effectifs, voilà les recettes du patronat pour augmenter la productivité, en accentuant l'exploitation du monde du travail. Cela signifie le licenciement pour les uns et une exploitation accrue pour les

autres, car le rythme de travail devient toujours plus intense pour ceux qui conservent leur emploi. En même temps, ces derniers voient leur pouvoir d'achat stagner et même reculer. Deux façons de faire payer aux salariés l'augmentation des dividendes des actionnaires !

Jacques FONTENOY

Groupe	Activités	Chiffre d'affaires en millions €			Bénéfice en millions €		
		2002	2003	Variation	2002	2003	Variation
Bouygues	BTP	22 247,00	21 822,00	-1,91%	319,00	450,00	41%
Cap-Gemini	Services informatiques	7 047,00	5 754,00	-18,35%	114,00	155,00	36%
Carrefour	Grande distribution	68 728,00	70 486,00	2,56%	1 389,00	1 620,00	16,60%
DMC	Industrie textile	307,40	250,70	-18,45%	3,60	7,80	116,67%
Géodis	Logistique	3 250,70	3 215,50	-1,08%	22,50	44,30	97,60%
Go sport	Grand magasin de sport	746,60	755,40	1,18%	13,60	14,60	7,00%
Imerys	Valorisation de métaux	2 862,60	2 729,20	-4,66%	143,50	160,20	11,70%
Lagardère	Armement & médias	13 216,00	12 454,00	-5,77%	255,00	309,00	21,18%
LVMH	Luxe (groupe Bernard Arnault)	12 693,00	11 962,00	-5,76%	556,00	723,00	30,00%
Nord Est	Emballage luxe et santé	480,40	474,70	-1,19%	-7,40	15,50	
Vinci	Construction et services associés	17 543,85	18 100,00	3,17%	477,84	541,40	13,30%

## • Meetings régionaux LO-LCR

### Une assistance nombreuse et enthousiaste

**La tournée des meetings régionaux des listes LO-LCR et LCR-LO s'est poursuivie, accueillant une assistance nombreuse et enthousiaste.**

Le 12 mars à Nantes, ils étaient 1 500, remplissant la salle du grand auditorium de la Cité des Congrès. Régis Bourdaud, militant de la LCR, deuxième de la liste de la Loire-Atlantique, rappela les insuffisances des services publics dans l'agglomération nantaise, que ce soit au niveau du logement social, des crèches, des écoles, des transports. Yves Chéere, tête de liste de la région, ouvrier chez Renault au Mans, mais aussi conseiller régional Lutte Ouvrière, expliqua que, seul ouvrier élu siégeant dans cette assemblée majoritairement à droite, qui comptait une douzaine de patrons, il y avait fait entendre la voix du monde du travail, dénonçant les subventions qui y étaient décidées en faveur des patrons, et non des moindres : à Bouygues par exemple, ou encore à la milliardaire Annette Roux, propriétaire des chantiers Benneteau en Vendée, à l'Alstom - Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, qui licencie des travailleurs par milliers, depuis le lancement du *Queen Mary II*. Il a souligné qu'en Pays de Loire

l'élection régionale prenait d'autant plus valeur nationale que le candidat de l'UMP n'est autre que Fillon, qui incarne les attaques antiouvrières, et plus particulièrement celles contre les retraites. L'intervention d'Olivier Besancenot, puis celle d'Arlette Laguiller, entrecoupées par les applaudissements d'une salle attentive et chaleureuse, furent conclues par un appel à la manifestation du lendemain contre les expulsions et en faveur du logement social, et par *l'Internationale*, massivement reprise.

Samedi 13 mars, à Marseille, malgré un grand carnaval qui avait lieu en même temps dans la ville, la salle était comble. La moitié des 900 personnes qui s'y pressaient avaient dû rester debout pour laisser la place à tous. Une forte délégation des sans-papiers y fit entendre ses exigences, reprises par l'assistance réclamant leur régularisation. Les interventions d'Arlette Laguiller puis d'Olivier Besancenot furent conclues par l'appel d'un représentant des sans-papiers, puis par l'intervention de deux travailleurs de STMicroelectronics, dénonçant la direction de leur groupe qui avait reçu des subventions, entre autres de la Région, pour délocaliser l'usine de Rennes vers celle de Rousset (proche



Meeting de Nantes, le 12 mars.

d'Aix-en-Provence) et vers celle de Crolles dans l'Isère.

Dimanche 14 mars à Toulouse, cette fois encore plus de 1 000 personnes se pressaient au meeting où, en plus des représentants locaux de la liste, intervenaient Arlette Laguiller et Olivier Besancenot. Réunir autant de monde un dimanche après-midi à 15 heures pouvait paraître une gageure. Pari réussi, avec l'enthousiasme et la chaleur de l'assistance au rendez-vous.

Lundi 14 mars à Rennes, la salle ne pouvait contenir les 1 800 personnes présentes, 450 d'entre elles se pressaient debout sur les côtés, et 350 durent suivre le meeting sur le parvis de la salle, grâce à un poste de télévision. Par bonheur la météo sut se montrer clé-

mente. Là encore, jeunes et moins jeunes étaient mêlés dans un public populaire.

Avant que le meeting ne commence, une délégation de travailleurs de Thomson et de STMicroelectronics, dont les emplois sont menacés, vinrent discuter avec Olivier

Besancenot et Arlette Laguiller. Le porte-parole de STMicroelectronics a pu en quelques mots parler des problèmes de son entreprise, groupe florissant qui a décidé de fermer son usine de Rennes, laissant sur le carreau des centaines de salariés.

## Meeting régional LO-LCR

**DIJON**

**Jeudi 18 mars à 20 h 30**

Espace La Fleurée

rue en Paillery (Dijon - Saint-Apollinaire)

**avec Arlette LAGUILLER et Alain KRIVINE**

## Abstention : les pousse-au-crime

**Combattre l'abstention : telle semble être la préoccupation actuelle de l'UMP, de l'UDF et du PS, qui déplorent le désintérêt croissant vis-à-vis des consultations électorales. Aussi, à l'approche de chaque élection, resurgit l'idée du vote obligatoire. Pratiqué dans un certain nombre de pays, ce système a au moins pour les grands partis l'avantage de cacher les symptômes du mal, à défaut d'en soigner les causes, et de rendre un peu moins voyante la désaffection dont ils sont l'objet.**

Evidemment, pour les partis qui ont gouverné le pays à tour de rôle depuis plus de vingt ans sans résoudre les problèmes les plus criants, et en premier lieu le chômage, il est plus facile de montrer du doigt l'incivisme, voire l'ingratitude supposée, des abstentionnistes, que de remettre en question leur propre politique. C'est ainsi que

depuis le premier tour des présidentielles de 2002, qui avait vu Jospin éliminé et la gauche plurielle perdre plus de quatre millions de voix, on attend toujours que les dirigeants de cette ex-gauche plurielle endossent publiquement les raisons de ce désaveu...

Mais si la trahison par la gauche des espoirs de ses électeurs est un facteur essentiel de l'abstention, il n'est toutefois pas le seul. Y contribuent également les règles du jeu électoral elles-mêmes, faites pour réserver au maximum les postes d'élus aux candidats des partis qui ont vocation de gouverner sur la base d'une majorité, et pour en écarter les autres. C'est vrai d'à peu près toutes les élections : législatives, municipales, cantonales. Et depuis la réforme des règles du scrutin, c'est encore plus vrai des régionales de ce 21 mars et des européennes de juin prochain.

Car sous le fallacieux prétexte de rapprocher les élus des citoyens, et surtout pour consti-

tuer dans les Conseils régionaux des majorités stables, le gouvernement Raffarin, s'inspirant d'un projet du gouvernement Jospin, a concocté pour les élections régionales un système d'une complexité à faire frémir les spécialistes du droit et les mathématiciens, mais dont le résultat sera inmanquablement de diminuer encore le nombre d'élus des formations - et leurs électeurs - qui ne s'inscrivent pas dans leur jeu politicien.

Lors des élections régionales précédentes, pour qu'une liste ait un ou plusieurs élus, il fallait dépasser le seuil de 5 % à l'échelle du département. A partir de là, les postes d'élus étaient attribués en proportion des voix recueillies. Ce seuil de 5 % n'avait rien de particulièrement démocratique, et privait déjà de représentants nombre d'électeurs. Mais avec le nouveau système, c'est bien pire. Le seuil des 5 % n'est plus décompté au niveau du département, mais au niveau de toute la région, ce qui le rend bien sûr

plus difficile à atteindre. Et surtout, ces 5 % ne permettent pas d'avoir un élu : ils ne font qu'autoriser la liste qui les obtient à fusionner, c'est-à-dire à marchander des postes avec une liste ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés. Les listes ne voulant pas entrer dans ces marchandages qui, s'ils permettent d'obtenir des élus, aboutissent à abandonner le programme politique défendu au premier tour, elles, n'obtiendront aucun élu. En effet, la barre pour se maintenir au second tour - et donc pour obtenir des élus - est fixée à 10 % au niveau de la région.

Ce nouveau système ne rapproche en rien les élus de leurs électeurs. Tout au contraire même, le résultat dépend encore moins qu'auparavant des votes et encore plus des tractations entre partis. Pour ce qui est de dégager des majorités stables, il est certain que la nouvelle règle, qui attribue d'office 25 % des sièges à la liste arrivée en tête au second tour, atteindra

cet objectif, à condition toutefois que cette majorité ne se disloque pas. Mais l'ancien système, déjà fort peu démocratique, assurait lui aussi au président de Région des pouvoirs qui lui permettaient de trancher.

Les motivations de ces changements de règles se situent donc à mille lieues d'un souci démocratique. C'est même l'inverse, puisque celles-ci ne sont là que pour verrouiller encore un peu plus les institutions régionales au profit exclusif des deux grands partis, l'UMP et le PS, et de leurs alliés.

Ainsi, des centaines de milliers d'électeurs ayant voté seront privés de toute représentation. Surtout ceux qui ne veulent pas marchander leurs idées. Ne parlons même pas de ceux qui, à cause de leur nationalité, n'ont même pas la possibilité de voter. La démocratie dont on nous parle était déjà restreinte. Désormais, elle le sera encore plus.

Jean RAYNARD

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# De « l'agitation sociale » aux élections... et des élections à la contre-offensive ouvrière

Raffarin aurait sans nul doute souhaité pour la campagne électorale une situation sociale tranquille. Ses désirs n'ont pas été vraiment exaucés. Ne serait-ce parce qu'encore en ce début de semaine, des grèves – des postiers parisiens, des travailleurs de la RATP, des transports dans la région de Cambrai – ou le blocage du site d'Alstom la Courneuve, ou la manifestation à Paris de milliers de retraités cheminots, ont entretenu le feu de l'agitation sociale. Quant à la semaine précédente, après les intermittents et les chômeurs « recalculés », battant une fois encore le pavé pour dénoncer « le KO social », elle avait été marquée par les démissions et manifestations des chercheurs, le défilé des retraités CGT, la journée d'action dans les hôpitaux et celle des salariés de la construction, pour culminer avec une journée le vendredi 12 dans l'éducation nationale, donnant l'occasion aux chercheurs de se joindre aux cortèges des enseignants. Sans compter les différentes grèves et actions menées contre les licenciements comme celles des travailleurs d'Altadis, de STMicroelectronics, ou certaines grèves dans différents secteurs pour la revalorisation des salaires... Et ce n'est pas fini pour cette semaine puisque les chercheurs ont annoncé pour la fin, le 19, c'est-à-dire deux jours avant le scrutin du 1<sup>er</sup> tour, une nouvelle journée d'action et de manifestations.

D'autres temps forts, annoncés par les syndicats se profilent à l'horizon. Comme par exemple une journée de protestation en début d'avril contre les projets Fillon concernant le code du travail, ou à l'EDF-GDF pour s'opposer au changement de statut.

En troublant la « paix sociale » en période électorale, les travailleurs qui ont participé ou vont participer à ces mouvements, à l'initiative des syndicats, savonnent la planche à la droite et au gouvernement, lui préparant un cap difficile s'il est désavoué dans les urnes. C'est de bonne guerre et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Ces mouvements reflètent le mécontentement des salariés. Y compris et en particulier celui des travailleurs classés « intellectuels », qui se retrouvent prolétarisés, précarisés, promis à des vieux jours misérables, tout comme les travailleurs dits « manuels ». L'ensemble des salariés – et ceux contraints au chômage qui aspirent bien à le redevenir – se trouve confronté à une offensive tant sur les condi-

tions de travail, de l'emploi, de la retraite, du droit à la santé, du niveau de vie, du fonctionnement du service public, etc. Une offensive que le gouvernement actuel promet de continuer et d'amplifier après les élections. C'est en toute logique que l'hostilité et l'opposition du monde du travail, exprimée dans ces grèves et ces manifestations, devrait trouver un prolongement naturel en se traduisant dans les urnes.

Les partis de l'ex-gauche plurielle applaudissent aujourd'hui les travailleurs qui expriment ainsi leur mécontentement, certains de ses leaders n'hésitant pas à se montrer dans la rue à leurs côtés. Ils aimeraient en recueillir les fruits. On ne peut cependant oublier qu'ils ont engagé, quand ils étaient au gouvernement, les politiques dont l'ensemble des salariés font aujourd'hui les frais. Pas question non plus de faire l'impasse sur le fait qu'ils ne promettent même pas d'abolir les mesures déjà prises, s'ils revenaient aux affaires. C'est en conséquence seulement en votant pour l'extrême gauche, pour les listes de LO et de la LCR que le message envoyé pourra être le plus clair.

Au delà de l'utilité du vote, il ne faudrait surtout pas oublier que si les prochains scrutins peuvent aider à exprimer l'hostilité du monde du travail aux mesures gouvernementales et patronales, ils sont impuissants à les faire annuler. Les élections passent, les problèmes restent.

Pour faire reculer le patronat et le gouvernement il faut une contre-offensive des travailleurs. Et celle-ci ne peut être couronnée de succès si elle se limite à des mouvements les uns après les autres, comme ces journées d'action, corporation par corporation. Oui il faudra un mouvement tous ensemble, un mouvement qui aille au delà de la tentative du printemps dernier. Et il faudra que les travailleurs sachent passer par dessus les limites fixées par les appareils syndicaux, toujours prompts à s'embourber dans le « dialogue social » au moment même où le camp du gouvernement et du patronat sort la grosse artillerie.

Plus il y aura de voix pour l'extrême gauche, c'est-à-dire pour les listes de LO et de la LCR, et mieux apparaîtra la volonté du monde du travail de défendre ses intérêts en se plaçant sur son propre terrain, en utilisant ses véritables armes et en recourant à ses moyens de lutte les plus efficaces.

Louis GUILBERT

**Convergences Révolutionnaires n° 32 (mars 2004)**, bimestriel publié par la Fraction

**Dossier** : Après Jospin, Raffarin, de mal en pis

**Articles** : Le PCF en ordre dispersé ? A côté de la gauche caviar, la gauche Buffet - Ce voile qui cache les vrais problèmes - Services publics-réalité : à la SNCF, sous les plamiers, c'est pas la plage - Les chômeurs contre les coupures de courant - Irak : bourbier militaire, imbroglio politique - Le capitalisme américain entre deux crises ?

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1an : 9 € ; de soutien : 15 €) écrire à :  
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18  
Ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19 -  
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## Leur société

### • Dette publique

# La bourgeoisie sème des « trous »... pour se remplir les poches

Il est de plus en plus question de dette publique ces derniers temps, et surtout du fait qu'elle ne cesse de croître. Fin février, le gouvernement a averti les autorités de Bruxelles que le déficit des dépenses publiques dépasserait, cette année encore, la limite de 3 % du PIB (produit intérieur brut) qu'il est censé respecter selon le traité européen de Maastricht. Ce déficit, qui est passé de 3,2 % du PIB en 2002 à 4,1 % en 2003, se monte à 63,4 milliards d'euros pour la seule année 2003. Quant à la charge de la dette (le remboursement des emprunts contractés pour la combler) elle a représenté 39 milliards d'euros rien qu'en 2003. Et le cumul de cette dette atteint désormais le milliard d'euros (63 % du PIB).

### 100 fois plus que le « trou » de la Sécu

Quand on sait que le « trou » de la Sécurité sociale, qu'on nous dit « abyssal », n'est que de 9,5 milliards d'euros (à peine 0,6 % du PIB), on pourrait s'étonner que ceux qui dirigent le pays n'aient pas sonné le tocsin depuis longtemps. La dette de l'État est en effet cent fois plus élevée que le « trou » de la Sécu, qualifié d'« intolérable » par le ministre des Finances. Pourtant, de la part des dirigeants français, elle ne semblait guère susciter d'inquiétude, au moins en public et jusqu'à ces derniers jours.

La raison est simple. Pendant des années, et quelle que soit leur couleur, les gouvernements ont tous imputé à la Sécurité sociale des dépenses de plus en plus faramineuses dont l'État se déchaussait sur elle : entretien des hôpitaux, formation des futurs médecins, subventions déguisées ou pas aux trusts de la pharmacie, aux constructeurs d'appareillages médicaux, et, bien sûr, une liste interminable d'exonérations de charges patronales en tout genre. En cachant cette réalité-là, seule responsable du fameux « trou », les gouvernements successifs ont tous tenté de culpabiliser la population (on se soignerait trop bien, on vivrait de plus en plus longtemps...) afin de lui présenter, à chaque fois, l'addition.

Le « trou » de la Sécu est invoqué chaque fois qu'un gouvernement veut réduire les remboursements, augmenter les prélèvements, allonger le nombre d'annuités pour une retraite à taux plein, ou tout cela à la fois. Venant après la « réforme » Fillon des retraites du printemps dernier, celle de la Sécurité sociale promise par Chirac-Raffarin, bien sûr pour après les élections régionales, n'échappera certainement pas à la règle.

### 16 000 euros par personne...

Mais on reparle d'un « trou » d'une tout autre ampleur, celui des finances publiques dont on découvre mainte-

nant, alors qu'il ne date pas d'hier, qu'il représente une dette équivalant à 16 000 euros par habitant de ce pays, enfants compris.

Mais ce n'est pas chaque citoyen individuellement qui a ainsi les moyens de s'endetter et de dépenser plus qu'il ne gagne. Tout un chacun n'a pas la possibilité de puiser dans les dépenses de l'État ! Ce privilège, il est réservé à ceux qui gouvernent et à ceux qu'ils servent directement.

Juste après sa réélection en 2002, Chirac a déclaré que l'État devait faire des économies budgétaires et, en même temps, qu'il diminuerait l'impôt sur le revenu, donc réduirait les recettes de l'État. C'était une façon de dire que, même quand il n'y aurait plus d'argent dans les caisses pour les services publics et la majorité de la population, on saurait toujours en trouver pour alléger notablement l'impôt des plus riches, quitte à creuser encore le déficit de l'État. Même chose quand, à la veille de ces élections régionales, Raffarin a décidé de débloquer tout de suite 1,5 milliard d'euros pour les restaurateurs. Et ce ne sont là que de tout petits exemples, des petits trous supplémentaires qui s'ajoutent encore à celui, colossal, fait dans le budget de l'État par les quelque 150 milliards d'exonérations et subventions de toute sorte au patronat que, cette année encore, les autorités ont soustraits aux finances publiques.

Chacun ne bénéficie donc pas également des dépenses de l'État, loin de là. L'État opère un transfert des ressources publiques vers les classes privilégiées au détriment du financement de services publics indispensables à la population. Il le fait aussi par le biais de taxes et impôts divers qui sont prélevés sur la population pour rembourser les emprunts que l'État contracte auprès des banques et des financiers internationaux afin de combler le « trou » de son budget.

Les possédants gagnent ainsi deux fois. Une première fois par les cadeaux que l'État leur fait, et une seconde fois en prêtant à l'État des capitaux contre lesquels celui-ci leur verse de substantiels intérêts, qu'il récupère en faisant payer la population.

En 1916, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine dénonçait déjà dans la dette publique un énorme « tribut (du capitalisme rentier) frappant la société tout entière », et affirmait que « le capitalisme, qui a inauguré son développement par l'usure en petit, l'achève par l'usure en grand ». Près d'un siècle plus tard, ce constat est plus actuel que jamais : le capitalisme ne crée plus rien, il ne fait que parasiter et détruire le corps social dans son entier. Il ne serait que temps de le renverser.

P. L.

## • Fonds publics pour le patronat

### – Chez Bull **Nouveau cadeau de l'État**

Le gouvernement a manifesté son intention d'aider une nouvelle fois les actionnaires de Bull. Il est prévu d'accorder en 2005 un nouveau prêt de l'ordre d'un demi-milliard d'euros, pour permettre à ce groupe de rembourser à l'État lui-même l'avance de trésorerie de 420 milliards d'euros perçue il y a moins d'un an et demi, majorée des intérêts. C'est un puits sans fond. L'État prête de l'argent, l'entreprise ne rembourse pas, en conséquence l'État prête à nouveau une somme encore plus importante pour se rembourser ! Trouver un tel banquier compatissant n'est pas à la portée de tout le monde. Au bout du compte – en supposant qu'on soit au bout – cela fait un demi-milliard d'euros payé par les contribuables !

Bull est une entreprise qui a le statut d'entreprise privée, même si l'État y conserve une



Manifestation, en juin 2002, à Angers.

participation. Parmi les actionnaires on retrouve des groupes comme l'américain Motorola, le japonais Nec, les français Axa, Pinault, France Télécom...

Ce n'est bien évidemment pas la première fois que l'État pompe dans les caisses publiques pour alimenter cette entreprise. L'histoire de Bull

n'est même qu'une longue suite de renflouages de cet acabit. Depuis 1966, plus de huit milliards d'euros d'aides d'État lui ont été versés.

Le nouveau coup de pousse gouvernemental accompagnerait un nouveau plan de « restructuration ». Et malgré les dénégations officielles, les travailleurs de l'entreprise ont de

quoi s'inquiéter. Les largesses de l'État aux actionnaires se sont toujours accompagnées de suppressions d'emplois. Ces aides n'ont même pas eu comme contrepartie de garantir le maintien des emplois de l'entreprise, selon un scénario que l'on retrouve à chaque fois, dans toutes les régions, dans toutes les entreprises, quel qu'en soit le

secteur d'activité ! Ces dernières années plus de 3 000 emplois ont été supprimés, tels ceux des travailleurs produisant les cartes à puce à Angers, travailleurs licenciés après la vente de cette division de l'entreprise présentée comme non viable par le repreneur ACT.

Quand il s'agit de faire des cadeaux aux actionnaires, l'État ne fait pas dans la demi-mesure, il intervient dare-dare. Tout autre est son attitude lorsqu'il s'agit de maintenir les emplois.

Mais puisque l'argent des contribuables subventionne à fonds perdus ces groupes capitalistes, il serait légitime que les travailleurs puissent avoir connaissance des tractations, des responsabilités nominales, des transferts de fonds, en un mot de toutes les manigances qui se font sur leur dos. A plus forte raison lorsqu'il s'agit de l'argent public.

**Michel ROCCO**

### – Chez Philips à Caen

## Subventions aux licenciés

Vendredi 20 février, Jean-Pierre Raffarin en personne s'est déplacé à Caen, en Normandie, pour signer un contrat avec le président du Conseil régional, la présidente du Conseil général, et des responsables de Philips : les collectivités donnent 33 millions d'euros, plus 20 millions d'euros de crédit d'impôts, soit au total 53 millions d'euros.

Ceci est destiné à « aider » un investissement de Philips de

200 millions d'euros, un nouveau centre de recherche devant être construit dans l'agglomération de Caen, pour accueillir 600 techniciens et ingénieurs. Dans une région frappée par la fermeture de Moulinex, après d'autres licenciements, les journaux ont annoncé cela à son de trompe.

Pourtant l'histoire de Philips à Caen est édifiante : après des licenciements dans les années 1980, ce groupe a

embauché dans les années 1990 à grand renfort d'aides publiques – Philips mettait par exemple en concurrence l'usine de Caen et d'autres sites avant d'investir, pour obtenir des subventions. Mais en 2002, Philips licencierait 700 personnes, mettait fin entre autres à 300 CDD dont il avait promis l'embauche. C'était l'époque de la crise des portables, et Philips la faisait payer à ses salariés, et encore plus durement au

Mans où une usine fut fermée (1 200 emplois détruits).

Ce plan de suppressions d'emplois est en fin d'exécution. C'est-à-dire que des salariés finissent d'être licenciés alors que Philips reçoit les 50 millions. En outre sur les 600 emplois évoqués, personne ne parle clairement de nouveaux emplois. S'agit-il de transferts de postes ? On ne le sait pas. Mais en même temps, des ateliers de l'usine de Caen sont à

l'arrêt, et les salariés craignent un nouveau plan de licenciements.

Cette subvention, qui représente le salaire de plusieurs milliers de travailleurs pendant un an, est révoltante alors que les emplois publics manquent comme partout à l'hôpital de Caen par exemple, ou encore que de nombreux anciens Moulinex arrivent en fin de droits et sont privés des Assedic.

## Apprendre à « virer », un métier d'avenir

L'École supérieure de commerce de Reims propose depuis l'an dernier un enseignement spécifique sur les restructurations. Dans le programme suivi par les étudiants en troisième année, on peut trouver un « module » intitulé *Flexibilité et restructurations*. Comme le souligne l'enseignante qui a mis au programme cet « enseignement » : « *Tous les managers seront confrontés un jour à ces situations, autant bien les y préparer.* »

Seuls des étudiants qui ont les moyens et dont la famille n'a connu ni chômage, ni fins de mois difficiles, doivent pouvoir accéder à ces formations car les frais de scolarité s'élèvent à 7 050 euros par an sur trois ans pour l'École de commerce de Reims. Pour la préparation de certains concours de « manage-

ment », les frais de scolarité peuvent même s'élever jusqu'à 16 000 euros par an.

Les entreprises qui « accueillent » les diplômés de ces écoles se nomment Peugeot SA, Sanofi, France Télécom, Unilever, Renault, Nestlé ou Danone. Toutes ont effectivement une grande expérience des licenciements de très nombreux travailleurs à transmettre à ces futurs DRH, directeurs des relations humaines.

Ce type d'enseignement spécialisé est sans nul doute voué à se développer quand on sait que le nombre de plans « sociaux » a progressé de 26 % par rapport à l'an dernier, et de plus de 50 % par rapport à l'année 2000 !

## Quand Messier spéculait sur les actions Vivendi...

On se souvient des indemnités de départ astronomiques (20,5 millions d'euros) que s'était attribuées Messier, l'ex-PDG de Vivendi. Devant le scandale et surtout après une décision des tribunaux, il y avait finalement renoncé.

Il n'était pas pour autant sur la paille. Les enquêteurs de la brigade financière de Paris viennent d'ailleurs de découvrir, en épluchant les comptes de Messier, qu'il avait « oublié » de déclarer 4,03 millions de plus-values boursières réalisées entre 1999 et fin 2001. En décembre 2001, il aurait notamment spéculé sur les actions Vivendi, avec la complicité de la Société Générale. Alors que Vivendi était soi-disant au bord de la faillite, il aurait

ainsi acheté à crédit près de 190 000 titres à 30,91 euros et en aurait revendu 106 000 le lendemain, au prix de 59,87 euros. Résultat de cette seule opération, plus de 3 millions d'euros de plus-value !

Il aura fallu une enquête de police pour lever ainsi un coin du voile sur les profits de l'ex-PDG de Vivendi. Mais ce sont les travailleurs du groupe et la population qui payent tous les jours les factures d'eau gonflées pour les profits du trust, qui devraient pouvoir contrôler ses comptes et ceux des gros actionnaires comme Messier, et mettre immédiatement le holà sur leurs trafics.

. Espagne

## Le retour du PSOE au pouvoir

**Les élections législatives du 14 mars en Espagne ont été une défaite cuisante, et inattendue, pour le Parti Populaire. Celui-ci n'a obtenu que 148 sièges tandis que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) en a obtenu 164, retrouvant ainsi la majorité perdue huit ans plus tôt. La participation au vote, qui n'avait été que de 70 % en 2000, est passée en 2004 à 77 % et le PSOE a gagné 3 millions de voix.**

Ces élections ont été évidemment profondément marquées par l'attentat de Madrid le 11 mars et les événements qui ont suivi. Le Parti Populaire et le gouvernement sortant sont sanctionnés pour avoir, à la suite de l'attentat, tenté de masquer la vérité en mentant et en manipulant les faits, voulant continuer à utiliser le problème nationaliste basque et l'existence de l'ETA pour exploiter à son profit le rejet des attentats, comme il l'a toujours fait ces dernières années.

Mais le Parti Populaire est aussi sanctionné parce que son dirigeant, Aznar, a engagé l'Espagne aux côtés des États-Unis dans une guerre impérialiste qui ne pouvait que nourrir le terrorisme. Il a engagé cette guerre contre l'avis de millions de manifestants, et en fait d'une majorité de l'opinion publique. Une bonne partie de la population espagnole a ainsi exprimé qu'elle sait que, si des travailleurs sont aujourd'hui victimes d'une action terroriste que rien ne justifie, c'est aussi à cause de la politique du gouvernement Aznar.

Le PSOE retrouve ainsi le gouvernement sans doute plus vite qu'il ne l'avait prévu. Lui et son leader, Zapatero, se sont présentés sous leur jour habituel de leader et de parti responsables, ne faisant aucune promesse, ne proposant aucun programme répondant aux exigences des travailleurs et des couches populaires, promettant des aides aux patrons et la sécurité. Au moment de l'attentat, ils se sont contentés de se taire et d'appuyer le gou-

vernement Aznar au nom de l'unité nationale. La seule promesse du PSOE concerne le rapatriement des troupes espagnoles actuellement en Irak : leur mission ne sera pas renouvelée à leur terme du 30 juin prochain, a affirmé Zapatero, à moins que d'ici là une formule ne soit trouvée pour les maintenir sous mandat de l'ONU.

À la gauche du PSOE, on ne trouve que la coalition Izquierda Unida (Gauche Unie), qui inclut le Parti Communiste Espagnol et différents autres groupes, mais qui est toujours apparue comme une simple annexe du PSOE, ne proposant aucune politique alternative. Dans ces élections, Izquierda Unida a encore perdu des voix et des députés, n'en obtenant maintenant que cinq au lieu de neuf. Les dirigeants socialistes peuvent se passer de son appui, et ont annoncé qu'ils formeront un gouvernement monocole.

Dans le passé, les travailleurs espagnols ont pu juger de ce qu'était la politique du Parti Socialiste quand il est au pouvoir : une politique antiouvrière, au service des intérêts du grand patronat exactement comme celle de ses homologues, les autres partis socialistes européens. En rejetant le Parti Populaire, la population a dit non à la guerre, non aux manipulations d'Aznar. Mais pour imposer une autre politique, il lui faudra compter sur bien d'autres mobilisations.

## Le massacre du 11 mars : tentatives de manipulation

**Le choix des auteurs de l'attentat du 11 mars de poser de nombreuses bombes dans des trains de banlieue surchargés, de façon qu'elles explosent entre 7 h 30 et 8 heures du matin et si possible lors de leur entrée dans la plus grande gare de Madrid, était fait pour causer le maximum de victimes. Ces trains transportaient des milliers de travailleurs, d'étudiants, d'enfants, vers leur lieu de travail ou d'études.**

Très vite, le nombre de victi-

bles, avec des cadavres, des blessés, des destructions, des scènes que l'on ne voit d'habitude qu'à la télévision. Pour la première fois depuis la guerre civile, la population a été confrontée directement à la mort massive d'innocents, de travailleurs, de femmes de ménage, d'employés, d'étudiants. Il s'agissait de gens modestes se rendant au travail ; 30 % d'entre eux étaient d'ailleurs des travailleurs immigrés, venus d'Amérique du Sud, du Maghreb ou d'Europe de l'Est. Cet épouvantable massacre a consterné la population de

le choix d'affirmer que seule ETA pouvait avoir commis cet attentat, parce que c'était l'hypothèse qu'il pouvait tenter d'exploiter électoralement, deux jours avant les élections du 14 mars.

Pourtant, si ETA a pu commettre ces dernières années des attentats atroces y compris contre la population civile, l'organisation de celui-ci ne correspondait pas à ses pratiques habituelles, et l'hypothèse qu'il ait été le fait de groupes intégristes islamistes, désireux de faire payer à la population espagnole l'engagement d'Aznar derrière

**L'Union sacrée « contre le terrorisme » au lendemain de l'attentat, lors de la manifestation du 12 mars à Madrid. De gauche à droite : le ministre de l'Intérieur espagnol (qui affirmait que l'ETA était responsable), Zapatero du PSOE (qui n'avait pas encore gagné l'élection), Raffarin (venu apporter son soutien), Aznar et le prince Philippe d'Espagne.**



mes annoncées n'a cessé de croître pour atteindre 200 morts et plus de 1 400 blessés. Ce massacre, au cœur de Madrid, autour de la gare d'Atocha, où tous les quarts d'heure arrivent les trains venant des banlieues ouvrières de la capitale, a porté des scènes de guerre au cœur du Madrid populaire. Chacun s'est retrouvé plongé au milieu de scènes horri-

Madrid et de tout le pays.

Aussitôt, comme c'est leur réaction habituelle, les médias ont attribué cet attentat à ETA, l'organisation terroriste basque. Mais le ministre de l'Intérieur, Acebes, a rapidement confirmé, appuyé par le chef du gouvernement Aznar et le candidat du Parti Populaire, Rajoy. Le gouvernement avait rapidement fait

George Bush en Irak, était dès le début au moins tout aussi crédible.

Mais pendant trois jours, le gouvernement et le Parti Populaire ont continué à désigner ETA, au point de tenter de masquer ce qui devenait de plus en plus évident avec les progrès des investigations de la police : le fait que c'était sans doute un groupe



# s et les ation d'Aznar

d'intégristes islamistes de la mouvance d'Al-Qaida qui avait commis cet horrible attentat. D'autre part, dès les premières heures du 11 mars, Otegi, le porte-parole de Batasuna, le parti politique lié à ETA, avait condamné l'attentat. Le journal *Gara*, proche des basques radicaux, s'était également démarqué de l'attentat et l'avait condamné. Mais il fallut attendre la nouvelle de la découverte d'une fourgonnette contenant une cassette en arabe et des détonateurs, stationnée aux abords de la gare de départ d'un des trains, pour que le gouvernement commence à parler d'une piste intégriste.

Cette attitude du gouvernement allait ajouter, à la douleur et à l'indignation de la population, son exigence de connaître la vérité. La manœuvre du Parti Populaire, cherchant à utiliser le drame pour manipuler l'opinion en désignant ETA comme responsable, devenait trop évidente. Et cela pour ne pas avouer que le terrorisme qui frappait Madrid était selon toute probabilité une réponse à la politique belliciste de Aznar, qui s'était engagé derrière les États-Unis dans la guerre en Irak contre l'avis de 80 % de la population, une population qui avait à l'époque manifesté massivement son désaccord.

Le lendemain de l'attentat, le vendredi 12 mars, le gouvernement appelait la population à manifester pour exprimer sa condamnation de cet acte barbare, mais tout en cherchant à utiliser ces manifestations pour affirmer l'unité du pays derrière lui. Les manifestations devaient être silencieuses et se dérouler derrière une seule et unique

banderole : « *Avec les victimes, avec la Constitution, pour écraser le terrorisme* ». L'immense majorité défila silencieusement comme l'imposait la droite, mais aussi le PSOE et Izquierda Unida qui, eux aussi, appelaient à l'union derrière le gouvernement et le roi. Mais de nombreux manifestants tenaient dès ce moment à protester contre les manipulations et les mensonges du gouvernement qui commençaient à devenir visibles. Dans beaucoup de villes, et notamment à Madrid, des milliers de manifestants crièrent : « *Qui est-ce ?* », voulant savoir avant les élections quels étaient les auteurs de l'attentat. À Barcelone, les cris étaient : « *Non à la guerre* », « *Madrid, Bagdad, victimes de la même guerre* », « *Al-Qaida coupable, Aznar responsable* ». Les travailleurs des chantiers navals d'Iznar, en Andalousie, qui se sont affrontés ces dernières semaines avec la police, avaient déployé sur le chantier une banderole : « *Aznar, voilà ce que tu as obtenu avec la guerre en Irak : 1 442 blessés et 200 morts.* »

Le Parti Populaire n'aura donc pas réussi, à la veille du scrutin, à occulter les résultats de l'enquête. Une bonne partie de l'opinion pouvait déjà faire le lien entre l'engagement d'Aznar aux côtés de Bush et l'attentat du 11 mars. On le vit encore tout au long du samedi 13 mars, lorsque les manifestations se multiplièrent spontanément dans de très nombreuses villes d'Espagne, devant les sièges du Parti Populaire, accusant celui-ci de mentir et de manipuler l'information, et scupuant ses dirigeants.

## Les attentats terroristes n'émanciperont jamais personne

**L'attentat de Madrid pose, une fois de plus, le problème du terrorisme que certains, dont ses auteurs, justifient comme étant une réponse au terrorisme d'État, aux dictatures, à l'oppression nationale, ethnique ou religieuse.**

A Madrid, le choix de l'heure, du lieu, le nombre de bombes étaient calculés pour faire le maximum de victimes populaires possible. Tout semble accuser une organisation appartenant à ce qu'on appelle la mouvance « Al-Qaida », la même qui aurait détruit les deux tours jumelles

du mouvement ouvrier, un courant socialiste qui s'est toujours opposé à ces actes terroristes, qu'ils soient ciblés ou aveugles. Cela ne date pas d'hier car à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou au début du XX<sup>e</sup>, des groupes anarchistes ont largement utilisé de telles méthodes, que ce soit en France avec les bombes de l'anarchiste Ravachol et de ses amis qui assassinèrent le président de la République Sadi Carnot ou, en Russie tsariste, avec l'assassinat de hauts personnages du régime, en particulier du tsar Alexandre II.

On pourrait citer bien d'autres cas encore, comme par

terroristes d'aujourd'hui.

Bien sûr, sous l'Occupation c'était la guerre, mais pour le peuple palestinien, irakien ou kurde, c'est la guerre aussi. Mais pas plus le terrorisme à prétention sociale, comme celui d'Action Directe, ni celui à prétention militaire, comme celui des Palestiniens en Israël, qui répondent aux massacres quasi aveugles de populations civiles par l'armée israélienne, ne sont justifiés.

On peut comprendre la haine engendrée dans une population par la dictature, par l'oppression, par l'humiliation, mais ceux qui prétendent la libérer de tout cela par des actions terroristes ne font que



L'un des trains dévastés par une charge explosive, à Madrid.

du World Trade Center à New York le 11 septembre 2001. Les attentats ont visé des tours de bureaux, là aussi à une heure où s'y trouvaient rassemblés des milliers d'employés et de travailleurs.

Mais que ces actes terroristes soient des actes aveugles comme ceux-là, ou comme ceux des kamikazes palestiniens en Israël qui se font exploser avec leur bombe dans des autobus ou des lieux populaires, ou que ce soient des assassinats ciblés sur un représentant d'un pouvoir oppresseur, voire sur des tortionnaires, comme ce fut généralement le cas sous Franco des assassinats de l'ETA au Pays Basque espagnol et qui ont encore moins de justification depuis sa mort, le problème est le même : est-ce que ce genre d'actions peut servir à la libération des opprimés ?

Nous appartenons à un cou-

exemple les terroristes de l'Armée de Libération Irlandaise, le FLN algérien, sans parler des groupes d'extrême droite comme l'OAS et quelques autres aux États-Unis. Il ne faut pas oublier aussi que les assassinats terroristes en Palestine commencèrent avant l'indépendance d'Israël, contre l'occupation britannique après la II<sup>e</sup> Guerre mondiale avec des organisations comme la Haganah, l'Irgoun ou le groupe Stern, dont certains membres se sont retrouvés par la suite dans le gouvernement d'Israël. On pourrait citer aussi d'ailleurs la Résistance intérieure française qui s'illustra par des assassinats de gradés de l'armée allemande, de collaborateurs en vue, mais aussi de simples soldats allemands. Les résistants sont considérés ici comme des héros mais ce qu'ils faisaient n'était pas différent de ce que font les

renforcer ses chaînes, voire en forger de nouvelles. Se libérer de l'exploitation, de la dictature et de l'oppression, pour construire une société libre, ne peut se faire que d'une façon démocratique, c'est-à-dire par la participation consciente et collective de larges fractions de la population.

Le terrorisme, c'est l'arme de groupes agissant dans le secret, clandestinement et absolument pas contrôlés par ceux qu'ils prétendent représenter. De là, d'ailleurs, toutes les manipulations possibles. Car les terroristes peuvent être, pour le choix de leurs cibles, manipulés par la police et les autorités, sans compter que les autorités peuvent aussi attribuer ces attentats à qui ils veulent en manipulant l'information, comme on l'a vu en Espagne. Quant à savoir qui fait quoi en Palestine ou en Irak, il est bien difficile aussi de le savoir vraiment.

### Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 79 (Mars 2004)

#### Haïti

La loi des bandes armées

L'agonie du régime d'Aristide

#### Italie

Les travailleurs des transports face aux lois

anti-grève et aux bureaucrates syndicaux

#### France

L'assurance-maladie dans la ligne de mire

du gouvernement

La loi de 1905, fondement de la laïcité ou

compromis vite remis en cause ?

#### Tribune

Code du Travail ou code du Capital



Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,50 euro

• **Chômage**

**Ne pas accepter la dictature des actionnaires**

**Les hommes politiques, de droite, comme de gauche, tout comme les économistes des revues spécialisées, se gardent bien de désigner les vrais responsables du chômage. Ils invoquent la concurrence, la nécessité de rendre les entreprises compétitives, ou la « mondialisation » de l'économie avec son corollaire, les délocalisations, ou bien fournissent d'autres explications encore qui, toutes, tendent à renforcer l'idée que le chômage est une fatalité.**

Il existerait des lois économiques qui agiraient, comme des lois de la nature, indépendamment de la volonté des hommes. En conclusion, on n'y pourrait donc rien.

Mais le chômage n'est pas une fatalité. Il résulte de choix, de décisions conscientes. L'économie mondiale est dirigée par quelques grands groupes industriels et financiers, quelques milliers d'entreprises géantes. Sur les deux cent plus importantes d'entre elles, dix réalisent à elles seules un chiffre d'affaire équivalant à plus du quart de la richesse mondiale (26,8 % du PIB mondial, en 1992). Et ces multinationales dont certaines pèsent aussi lourd que des pays entiers ne sont aux mains que d'une poignée d'actionnaires. Voilà qui sont les responsables du chômage !

Ces grands groupes en effet exercent un pouvoir sans contrôle sur l'économie, ne se préoccupant que de leurs profits et des dividendes de leurs actionnaires. Dans le secret des conseils d'administration, les actionnaires peuvent décider de fermer des usines, dont ils ne savent pas ce qu'elles produisent exactement ni même parfois où elles se situent. Ils peuvent décider de licencier en masse, de délocaliser, sans avoir à se préoccuper des conséquences sociales de leurs décisions, pas plus qu'ils ne se préoccupent d'ailleurs de l'utilité sociale de ce qu'ils produisent. Les actionnaires

d'Aventis, de Danone, d'Arcelor pour la sidérurgie, les patrons du textile, comme Rhodia, ceux d'Alstom, ou dernièrement ceux de STMicroelectronics veulent toujours plus de bénéfices quoi qu'il en coûte.

Mais pourquoi peuvent-ils prendre de telles décisions simplement au nom du fait qu'ils ont la propriété privée d'une entreprise ? Les grandes entreprises regroupent des milliers de salariés et produisent, grâce à eux, des richesses qui ont une importance sociale souvent colossale. La volonté des actionnaires peut être en contradiction avec les besoins de la population. La décision de fermer une usine pour transférer sa production ailleurs, par exemple, peut mettre en crise l'économie de toute une région. Alors l'avis des travailleurs et de la population concernés devrait compter bien plus que celui d'actionnaires qui ne visent que leur profit immédiat.

Il faut que cesse ce qui est une véritable dictature du capital industriel et financier sur la société. Des patrons ne doivent pas pouvoir prendre la décision de licencier sans le payer aussitôt, sans que l'argent pour maintenir les emplois soit pris sur leurs bénéfices, souvent énormes. Il faut interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits. Il faut que la population puisse contrôler ce que décident les patrons de ces grandes entreprises, et pour cela annuler tout ce qui dans la loi s'oppose à la transparence sur leurs opérations financières, c'est-à-dire supprimer le secret industriel et bancaire, le secret des affaires.

L'économie pourrait être organisée d'une façon rationnelle et humaine, si au lieu de ne produire qu'en fonction du profit, ce qui engendre pauvreté et chômage, on produisait en fonction des besoins de la population, recensés à l'échelle de la planète.

Aline RETESSE

• **Génocide rwandais**

**Les responsabilités de la France**

**À la demande des familles de l'équipage français qui avait péri dans le crash de l'avion du président rwandais, Juvenal Habyarimana, suite à un attentat, à Kigali, au Rwanda, le 6 avril 1994, le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière vient de terminer son enquête sur les causes de l'attentat et de rendre ses conclusions. Le juge français accuse l'actuel chef de l'État rwandais, Paul Kagamé, dont les armées avaient mis fin au génocide, d'être à l'origine de l'attentat qui fit basculer le pays dans un bain de sang.**

À l'époque, l'attentat contre le président Habyarimana avait servi de prétexte aux extrémistes de son ethnie hutue pour déclencher, dès le 7 avril, les massacres contre la minorité tutsie, d'abord à Kigali, la capitale, puis dans l'ensemble du pays. Cela devait aboutir, au bout de trois mois, au premier génocide africain avec près de 800 000 morts, principalement tutsis mais aussi hutus modérés. Et cela dans l'indifférence la plus générale des grandes puissances impérialistes française et belge, les anciennes puissances coloniales, ou de l'ONU.

A en croire le juge d'instruction français, l'ancien chef rebelle tutsi et actuel président, Paul Kagamé, et les chefs militaires du Front Patriotique Rwandais (FPR), un parti formé par des exilés tutsis – victimes d'un premier massacre en 1959 et réfugiés en Ouganda –, auraient fait le choix – cynique – pour parvenir au pouvoir de sacrifier la minorité tutsie de l'intérieur, en abattant l'avion du président Habyarimana, donnant le signal des tueries, et justifier ainsi l'intervention militaire du FPR.

Cette thèse, aussi paradoxale qu'elle puisse paraître, n'est pas nouvelle : elle accuse les victimes d'être des bourreaux afin de mieux dédouaner les artisans du génocide. C'est celle avancée d'ailleurs depuis des années par le gouvernement français et par l'état-major des armées, l'un et l'autre très liés au régime dictatorial d'Habyarimana, afin de se dégager de leur implication dans le génocide. Elle vient en complément d'une autre thèse, inventée de toute pièce celle-là par le gouvernement français de François Mitterrand, président



AFP

**Lors de l'opération Turquoise (20 juin-22 août 1994). Ces soldats français sont accueillis avec enthousiasme par les massacreurs. (Photo. La Nuit Rwandaise)**

de la République de l'époque : celle du « double génocide ». Le premier génocide commis par les Hutus contre les Tutsis aurait été suivi d'un second génocide, tout aussi meurtrier, contre les populations hutues, fuyant l'avance des armées tutsies du FPR.

Que Paul Kagamé soit un dictateur qui en a chassé un autre, personne ne peut en douter. Que ses armées aient été et soient prêtes à commettre exactions et massacres contre des populations civiles, personne n'en doute non plus. Elles en ont d'ailleurs commis contre les populations hutues en fuite après le renversement du pouvoir d'Habyarimana et contre les populations du Congo, pays que le FPR a occupé en partie et pillé pendant plusieurs années. Le fait que Kagamé ait renversé un régime dictatorial n'en fait certes pas pour autant un démocrate !

Mais le fait d'attribuer les responsabilités du génocide à Kagamé aboutit à passer sous silence les responsabilités du pouvoir rwandais d'alors, et au-delà, celles de ses protecteurs impérialistes. Et de ce point de vue, que l'avion du président Habyarimana ait été détruit par un attentat orchestré par des extrémistes hutus, ne voulant absolument pas partager le pouvoir avec le FPR ou qu'il l'ait été par ce même FPR, ne modifie en rien le fond du problème. Le Rwanda était en état de guerre civile larvée depuis le début des années 1990. Suite à la première offensive du FPR, le régime sanglant d'Habyarimana, qui avait déjà commis plusieurs massacres contre les Tutsis, avait été sauvé in extremis par l'armée française lors de l'opération Noroît d'octobre 1990 à décembre 1993. Les sol-

datés français stoppèrent à plusieurs reprises l'avance des troupes du FPR. C'est donc un régime armé de longue date contre les Tutsis que la France soutenait en toute connaissance de cause, lors de l'attentat contre Habyarimana.

Si la France n'a pas directement participé au génocide, ses dirigeants en sont moralement et politiquement responsables car pendant des années ils ont soutenu la dictature hutue – François Mitterrand était un ami personnel de Juvenal Habyarimana – qui organisait le génocide à partir des années 1990, au vu et au su de tous. Ses journaux déversaient à longueur de colonnes leurs tombeaux d'injures racistes ; ses radios comme la tristement célèbre « Radio Mille collines » lançaient sur les ondes leurs appels au meurtre quotidiens contre la minorité tutsie. Les soldats français ont entraîné l'armée gouvernementale rwandaise qui était passée de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers d'hommes au début des années 1990. Ils ont armé et encadré les milices extrémistes hutues, les Interahamwe. Et si aux premiers jours du génocide, le gros des troupes françaises avait laissé la place aux casques bleus de l'ONU, des soldats français étaient toujours aux côtés des miliciens hutus pour filtrer les barrages routiers et leur permettre de commettre leurs crimes en toute impunité.

Aucun rapport, aucune commission ne sauraient faire oublier cette responsabilité-là.

René CYRILLE

## • Grève des enseignants



## Non à la précarité ! Des crédits pour l'école !

Alors que la presse, relayant les souhaits du ministère de l'Éducation nationale, annonçait avant le 12 mars que la grève des enseignants risquait d'être un échec, celle-ci a été dans l'ensemble suivie, ainsi que les manifestations. A Paris, la manifestation a rassemblé quelque 15 000 personnes. Aux enseignants s'étaient joints les chercheurs en lutte contre le budget insuffisant qui leur est alloué, ainsi que des lycéens conscients qu'ils vont aussi être victimes des économies programmées.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que la grève et les manifestations aient mobilisé les enseignants car, aux problèmes du printemps dernier pour lesquels le gouvernement n'a fait aucune concession, s'en sont ajoutés d'autres.

« Non aux profs-kleenex », « Profs en solde », « Non à la pré-

carité ! », pouvait-on lire, entre autres revendications, sur les pancartes, traduisant le fait que la baisse des effectifs ainsi que la précarité d'un nombre croissant de personnels de l'Éducation nationale sont les principaux problèmes que dénoncent les enseignants.

Cela concerne en premier lieu les aides-éducateurs (emplois-jeunes), remplacés par un nombre moindre d'assistants d'éducation. En juin dernier, 15 000 aides-éducateurs sont arrivés à la fin de leur contrat, et ils n'ont été remplacés que par 5 900 assistants d'éducation. Au cours de l'année scolaire, le déficit d'effectifs entre les deux catégories augmentera encore de 3 000 postes. De plus, alors que les emplois-jeunes étaient recrutés pour cinq ans, les assistants d'éducation ne le sont que sur des contrats d'une année, à mi-temps le plus souvent, ce qui accroît la précarité de l'emploi.

Même précarité chez les enseignants, où les vacataires et contractuels sont de plus en plus nombreux.

A cela s'est ajoutée, depuis la rentrée scolaire, l'annonce du quasi-blocage des salaires, de la fermeture de classes, de la suppression dans certains lycées d'enseignements tels que le latin, la philosophie ou certaines langues sous prétexte qu'ils ne rassemblent pas assez d'élèves, l'annonce de la baisse des postes mis aux concours (c'est-à-dire moins de titulaires et plus de précaires) ainsi que celle de la diminution du nombre d'enseignants dans le second degré.

Les lourdes ponctions sur les salaires, suite à la grève du printemps dernier, et surtout la façon brutale dont elles ont été effectuées, n'ont pas entamé le moral des enseignants, qui n'acceptent pas que l'État fasse des économies sur l'Éducation nationale.

M. L.

## Viré en plein cours

Le vendredi 7 mars, un professeur d'histoire-géographie du lycée Albert-Camus de Nantes, engagé comme vacataire a eu la mauvaise surprise d'être interrompu en plein cours par le proviseur adjoint qui venait lui annoncer qu'il était... viré sur le champ car son contrat de 200 heures arrivait à son terme. Il devait donc, d'après ce chef d'établissement, interrompre le cours à la minute même !

Cette attitude parut tellement grossière et injuste que professeurs, élèves et parents

manifestèrent. Finalement le rectorat accepta de maintenir cet enseignant sur l'établissement, avec un statut de contractuel, c'est-à-dire un CDD de 12 mois maximum.

Ce professeur fait partie des milliers de professeurs précaires (30 000 dans le second degré, 15 000 dans l'enseignement technique et professionnel) qui sont maîtres-auxiliaires, contractuels ou vacataires, ces derniers ayant le statut le plus précaire puisqu'ils ne sont embauchés que pour un contrat de 200

heures maximum sur une année.

L'histoire se termine bien cette fois, mais elle est significative de l'augmentation de la précarité dans l'Éducation nationale qui permet au gouvernement de supprimer plus facilement des postes, quitte à combler en urgence des trous avec des enseignants recrutés au dernier moment. Et elle est significative, aussi, du mépris de l'administration de l'Éducation nationale pour son personnel.

Vincent GELAS

## • Fonctionnaires

# Salaire « au mérite » ou à la tête du client ?

**Le ministre de l'Économie, Francis Mer, vient d'adresser une circulaire aux 180 000 agents de son ministère, les informant qu'en 2005, leur rémunération et leur avancement se feront au mérite. Dans les prochains mois, chaque employé aura un entretien individuel « d'évaluation » avec sa hiérarchie, qui lui dira quels objectifs il doit remplir et lui donnera une note. En fonction de cela, dès 2005, il pourra avoir « un avancement de carrière accéléré, le régime normal ou un avancement retardé ».**

Ce système de note et d'avancement à trois vitesses, qui conditionne les hausses de salaire, existe déjà dans la fonction publique, notamment chez les enseignants. Mais si une bonne note peut accélérer le passage à un échelon supérieur, une mauvaise ne le retarde jamais.

Dans quel but Mer veut-il introduire le salaire au mérite pour les agents du Trésor, des Impôts, des Douanes, etc. ? L'ex-patron d'Usinor le dit crûment : « Il faut faire de la productivité ». Seulement si l'on voit bien ce que cela signifie dans une entreprise, produire plus avec le même personnel, on imagine mal comment cette logique peut s'appliquer à une administration.

À partir de combien de contrôles ou redressements fiscaux effectués un fonctionnaire sera-t-il jugé « productif » ? Actuellement, vu le manque de personnel, les 3,3 millions d'entreprises recensées en France sont contrôlées en moyenne une fois tous les 66 ans ; les professions libérales d'Ile-de-France, elles, le sont une fois tous les trois siècles et demi, relève le principal syndicat des Finances, le SNUI. Faudra-t-il dorénavant que les agents expédient les gens venus demander un renseignement ? Et la standardiste, faudra-t-il qu'elle parle à toute vitesse dans son télé-

phone ou réponde à trois personnes en même temps pour être compétitive et passer à l'échelon supérieur ?

Au ministère de la Justice, Perben, estimant en toute grossièreté qu'un nombre trop élevé de magistrats « ne branlaient rien », a lui aussi établi une prime au rendement pour inciter les juges à être plus rentables, ce qui revient à leur demander de bâcler les dossiers pour en traiter un maximum en un temps record. De même, les policiers sont jugés sur leur « performance », et un palmarès de l'efficacité policière vient d'être publié (à noter en passant qu'à Neuilly-sur-Seine, la ville dont le ministre de l'Intérieur Sarkozy est maire, le taux d'élucidation des crimes et délits est de 2,4 points inférieur à celui de la moyenne nationale). Pour figurer en bonne place sur ce tableau, il sera alors plus rentable, et plus simple, d'arrêter une douzaine de travailleurs sans-papiers que de retrouver un escroc. Et puis, faudra-t-il en même temps que les profs aient bouclé leur programme de l'année dès le second trimestre et que leurs élèves réussissent leurs examens à 100 % ?

Quand le mot productivité est l'objectif mis en avant, par des ministres dans la Fonction publique ou des patrons dans le privé, c'est toujours pour annoncer une baisse d'effectifs, et un surcroît de travail pour les autres. De plus, Mer annonce son intention de rogner sur les salaires, en faisant progresser plus lentement un certain pourcentage de travailleurs en fonction du jugement que les chefs porteront sur eux.

La notion de « salaire au mérite » séduira certes un électorat réactionnaire aux préjugés bien ancrés sur la prétendue fainéantise des fonctionnaires. Mais pour les salariés des administrations comme pour le public, cela annonce une dégradation de plus du service rendu.

Marianne LAMIRAL

### • À Bobigny, le maire déclare les expulsions hors-la-loi

#### Un exemple à généraliser

C'est le vendredi 12 mars, soit trois jours avant la fin de la trêve hivernale des expulsions, que le maire PCF de Bobigny, Bernard Birsinger, a annoncé un arrêté municipal qui déclare sa ville « zone hors expulsion locative », ajoutant que le conseil municipal rejette « cette pratique inhumaine qui ne fait que précipiter des hommes, des femmes et des enfants dans la grande spirale de l'exclusion ».

Pris en tenaille entre la baisse de leurs revenus et la hausse incessante des loyers (qui ont augmenté de 5,2 % à Paris en 2002), les travailleurs en situation d'expulsion sont en effet de plus en plus nombreux. En 2002, les décisions d'expulsion pour loyers impayés ont ainsi progressé de 3,8 %. Et c'est encore bien pire lorsqu'on considère la part de ces expulsions réellement effectuées, par un recours à la force : +6,7 % en 2001, +18,8 % en 2002. En quatre ans, l'augmentation est de 72,8 % !

Cette détérioration de la situation est d'autant plus révoltante qu'elle frappe d'abord et avant tout ceux qui ont les plus grandes difficultés. Selon la Confédération nationale du logement, les trois quarts des expulsés ont des revenus inférieurs au RMI. Ce sont donc des milliers de pauvres que l'on

condamne ainsi froidement chaque année à vivre, ou plutôt à survivre, à la rue.

Si les autorités interviennent de plus en plus souvent, et de plus en plus vite, pour faire exécuter les décisions d'expulsion, c'est que la loi prévoit désormais que l'État indemnise les propriétaires lorsqu'il tarde à agir contre les locataires. Quant à utiliser la force publique pour contraindre les propriétaires à accepter un moratoire sur les loyers impayés, ou à mettre à la disposition de la collectivité leurs logements vides, c'est une idée qui n'a sans doute même pas effleuré les autorités.

L'initiative du maire de Bobigny n'aura pas facilement d'effets tangibles. Mais c'est une initiative que bien des municipalités pourraient reprendre, ne serait-ce que pour affirmer leur opposition à ce qu'on jette sur le pavé une partie de leur population, des milieux les plus défavorisés. Même si les propriétaires qui demandent l'expulsion ont le droit bourgeois pour eux, la population peut s'y opposer. Le temps n'est pas si loin où dans des communes populaires, nombre de tentatives d'expulsion se heurtaient à la résistance organisée des habitants du quartier, qui les rendait en pratique inapplicables.

Jean RAYNARD

### Pour la régularisation de tous les sans-papiers

Samedi 27 mars, une nouvelle manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers aura lieu à Paris.

Lutte Ouvrière appelle à s'y joindre, car les années passent et l'exploitation des travailleurs sans-papiers demeure. Ils sont des centaines de milliers à travailler dans de nombreux secteurs de l'économie. Privés de papiers et de droits, le patronat les surexploite. Les gouvernements successifs le savent mais laissent faire.

Toutes les semaines, des expulsions ont lieu. Avec fierté, Sarkozy étale ses tableaux de chasse d'expulsés pour plaire à l'électorat lepéniste et entretenir la peur chez les travailleurs clandestins.

Le respect du droit d'asile pour les réfugiés et persécutés est de plus en plus difficile à obtenir, en France, comme dans toute l'Europe.

Aux limites de l'espace Schengen (d'après le réseau Migreurop), plus de 4 000 candidats à l'entrée en Europe ont trouvé la mort ces dernières années ! 3 286 cadavres ont été relevés officiellement sur les rives du détroit de Gibraltar en quatre ans ! 500 entre l'Albanie et l'Italie, 500 entre la Tunisie et la Sicile...

L'Europe capitaliste se construit... sur l'exploitation et la misère d'une partie des populations de la planète et sur la détresse de ceux qui cherchent à la rejoindre en espérant une vie meilleure.

**Manifestation à Paris samedi 27 mars à 14 heures place de la Nation**

### • Carrefour Vénissieux (Rhône)

## En grève pour les salaires

Depuis plusieurs mois, la colère grondait chez Carrefour à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise. La suppression des heures de nuit dans certains rayons et l'absence de prime d'intéressement faisaient que les employés discutaient beaucoup entre eux de la baisse continue du pouvoir d'achat.

Une pétition avait été largement signée et les tracts syndicaux bien accueillis. La direction espérait certainement avoir calmé la volonté de se battre en ayant mis à pied pour trois jours le délégué syndical de la CGT.

Mais le mardi 9 mars, à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT-CFTC, la grève a commencé dès 5 heures du matin. La plupart des employés des rayons étaient en grève, puis les caissières les ont rejoints massivement tout au long de la journée.

Pour tenir les caisses et remplir les rayons, la direction a dû faire appel à de nombreux cadres de la région lyonnaise. Autant dire que ceux-ci se sont fait copieusement huer toute la journée par les salariés grévistes.

Nos revendications portent

essentiellement sur les salaires. A Carrefour, comme dans le reste de la grande distribution, ceux-ci sont très bas : ils tournent autour de 850 euros par mois pour les nouveaux embauchés à plein temps, sans perspective d'évolution car, depuis la réduction du temps de travail en 1999, la prime d'ancienneté a disparu et les classifications sont de moins en moins reconnues. Quant aux augmentations annuelles, elles sont depuis plus de dix ans en dessous de l'inflation. Et pourtant le groupe Carrefour affiche cette année encore un résultat net en progression de 16,6 % (1 620 millions d'euros) et l'ouverture de centaines de points de ventes partout dans le monde.

Outre les salaires, nous réclamons une prime exceptionnelle pour compenser l'absence de prime d'intéressement du magasin, l'augmentation du ticket de restaurant (à 2,59 euros depuis quinze ans) et du matériel pour travailler, car on en a assez de devoir pleurer pour obtenir scotch, stylos, cutters... sans parler des tire-pailet-

tes en nombre insuffisant.

Alors, toute la journée, les grévistes ont manifesté à l'entrée du magasin, mais aussi à l'intérieur. Le cortège était joyeux et animé par des slogans comme : « On n'est pas des 1<sup>er</sup> prix », « Dunand, on n'est pas des fainéants, on veut de l'argent » ou « Des sous pour nos salaires, pas pour les actionnaires ». La solidarité des clients s'est manifestée : quand nous demandions qui a des petits salaires ou des petites retraites, beaucoup levaient la main avec les grévistes.

La direction n'a pour l'instant rien voulu céder, si ce n'est une augmentation de 10 % sur le ticket restaurant (0,14 euro par jour !) et la promesse de recenser le matériel nécessaire pour travailler.

Alors, devant cette direction qui n'a comme réponse que de nous envoyer la police et d'accuser une déléguée de vol, les salariés grévistes ont décidé de ne pas en rester là et de prévoir d'autres journées d'action, si possible en collaboration avec les autres Carrefour de la région.

### • Alstom La Courneuve (Seine-Saint-Denis)

## Les travailleurs continuent la grève

La grève, commencée le 8 mars par les travailleurs d'Alstom à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) contre les 345 suppressions d'emplois programmées par la direction, se poursuit. Pendant dix jours, les travailleurs se sont retrouvés chaque matin au piquet de grève et l'usine est restée totalement paralysée. Certains non-grévistes parmi les hauts cadres ont trouvé un point de chute dans d'autres sites Alstom de la région parisienne, mais la plupart des salariés qui ne participent pas activement au blocage de l'usine restent chez eux.

Mardi 16 mars, une trentaine de grévistes de La Courneuve se sont rendus dès 7 heures du matin au siège de leur division, Alstom-Power, à Levallois pour s'adresser aux salariés de ce site également touchés par les licenciements. A trente, nous avons suffisamment inquiété la direction pour qu'elle ferme les portes laissant les 500 à 700 employés de l'immeuble... sur le trottoir ! Toute la matinée jusqu'à midi, cela nous a permis de discuter avec eux, de leur expliquer notre grève et ils ont applaudi l'intervention d'un délégué



CGT montrant ainsi qu'ils condamnent, eux aussi, la politique de la direction, même s'ils ne font pas grève.

Mercredi 17 mars, une réunion du comité central d'entreprise devait se tenir à Belfort. Une manifestation était prévue où une délégation de grévistes de La Courneuve était présente. C'est à 500 que nous nous sommes retrouvés devant l'hôtel où devait se tenir la réunion. Les membres de la direction, échaudés par une précédente manifestation où ils avaient été pris à partie, se sont réfugiés à la Chambre de commerce. Les manifestants les y ont suivis. Un directeur est sorti sur le perron invitant une délégation de dix personnes à entrer pour discuter. Sa proposition fut accueillie

par un tollé, les travailleurs réclamant que ce soit les directeurs qui sortent pour s'expliquer devant tout le monde. Des vitres ont volé en éclats, des portes ont été brisées, et c'est par une porte dérobée que la direction s'est échappée... Parmi les manifestants, ceux de La Courneuve scandaient « tous en grève » slogan repris par une partie des travailleurs de Belfort.

La CGT appelait pour le lendemain à une manifestation départementale contre le chômage devant la préfecture de Seine-Saint-Denis à Bobigny, manifestation devant se terminer devant Alstom. En tout cas, les grévistes tiennent bon.

Correspondant LO

### • Hutchinson – Chalette-sur-Loing (Loiret)

# Une grève pour les salaires et la dignité

**Chez Hutchinson à Chalette-sur-Loing près de Montargis, nous avons été en grève une semaine, du mardi 9 mars au lundi soir 15 mars pour une augmentation de 100 euros que nous jugions indispensable vu les salaires qui sont très bas.**

Nous avons repris le travail mardi matin 16 mars, ayant obtenu une augmentation de 2,1 % avec un minimum de 35 euros, la revalorisation de toutes les primes et une prime exceptionnelle de 100 euros sur la paie d'avril. Sur le paiement des jours de grève, la direction qui, au départ ne voulait rien payer, a dû faire des concessions.

#### Des salaires très bas

Cette usine de caoutchouc fabrique des Durit et des flexibles pour l'industrie automobile, PSA, Renault... et des pneumatiques pour les vélos. Elle emploie près de 1 600 personnes plus les intérimaires.

Cela faisait un moment que le mécontentement sur les salaires s'exprimait. Les ouvriers de la Préparation – ils fournissent les mélanges (le caoutchouc) à tous les secteurs de l'usine – s'étaient déjà mis en grève au mois de décembre pour des augmentations de salaire. Ce sont eux qui les premiers ont revendiqué 100 euros.

Février, c'est la période des négociations salariales. La

direction proposait au départ 1 % en mars et 0,5 % en septembre. Fin février, à l'issue d'un débrayage appelé par la CGT, elle a proposé 1 % en mars et 0,9 % en septembre. C'était bien trop insuffisant. Les salaires sont très bas. Beaucoup d'ouvriers de production gagnent encore moins de 1 000 euros. Pour les ouvriers les moins mal payés, toutes primes comprises (prime de noir, prime de panier, prime de douche, prime de nuit, prime d'étrénglage), le salaire peut aller jusqu'à 1 200 euros. Les ouvrières sont encore plus mal payées. Tout en travaillant en équipe, le salaire d'une ouvrière ne dépasse guère les 1 000 euros. Une ouvrière en 2x8 peut gagner 980 euros.

Juste avant la grève, dans un « souci d'apaisement », la direction avait proposé 1,2 % en mars et 0,7 % en septembre. Une pirouette, rien de plus.

#### La grève démarre

Les réunions d'information appelées le mardi 9 mars par la CGT, la CFTC et FO ont rassemblé 150 ouvriers le matin et 160 l'après-midi. La grève a été votée et a démarré dès le mardi après-midi à l'appel de la CGT, la CFDT, la CFTC et FO avec la revendication de 100 euros par mois d'augmentation. La colère a été attisée par la direction qui nous accusait de mettre l'entreprise en péril, disant que l'usine pourrait fermer pour aller s'installer ailleurs et que nous



n'étions pas à plaindre. Or, nous savons tout de même qu'Hutchinson a versé 66 millions d'euros à ses actionnaires en 2002 et qu'elle fait partie du groupe Total, qui arrive en tête des grosses sociétés en 2003 avec 7 milliards d'euros de bénéfices, soit le salaire annuel de 500 000 travailleurs payés au Smic, charges comprises. Nous avons demandé à la direction comment on pouvait faire, selon elle, pour vivre avec 980 euros par mois.

#### Les piquets

Nous étions 300 en grève et nous nous sommes relayés jour et nuit aux entrées de l'usine qui étaient occupées en permanence. Les camions ne pouvaient ni entrer ni sortir et, très vite, cela a gêné la direction. Jusqu'au vendredi soir, nous

demandions 100 euros et le paiement des jours de grève, malgré les chantages à la fermeture, les manœuvres d'intimidation de la direction qui avait mobilisé ses cadres et malgré les convocations au tribunal de six militants syndicaux.

Vendredi soir, la direction proposait 2,1 % avec un minimum de 35 euros, mais refus complet sur le paiement des heures de grève. Le syndicat CFTC et un délégué CFDT ont signé mais les grévistes ont voté la continuation de la grève en exigeant 75 euros minimum et le paiement des jours de grève. Nous nous apprêtions à passer le week-end devant l'usine.

Puis samedi soir, vers 22 heures, les CRS sont venus faire évacuer les piquets. Un jugement du tribunal de Montargis avait tranché le samedi midi en faveur de la direction qui voulait nous faire évacuer. Mais

lundi matin, nous étions encore près de 200 en grève et très déterminés. Les 75 euros nous semblaient hors de portée pour cette fois mais on tenait au paiement des jours de grève.

#### Reprise la tête haute

Lundi soir, 15 mars, la direction a dû faire des concessions sur le paiement des jours de grève : dix heures seront payées, deux jours seront pris sur les RTT 2 (les RTT à la discrétion du patron) et le reste récupéré au plus tard le 31 décembre 2004 ou pris sur nos congés payés ou l'ancienneté. Il n'y aura pas de retenues importantes sur les salaires. Avec cela, plus l'augmentation de 35 euros, l'annonce de la revalorisation de toutes les primes, et de 100 euros sur le salaire d'avril, le vote restait majoritaire pour continuer la grève mais il ne semblait pas possible de continuer, car trop peu nombreux.

Nous n'avons donc pas obtenu satisfaction sur tout, mais c'est avec le sentiment d'être plus unis et plus forts que nous sommes rentrés mardi matin dans les ateliers, contents d'avoir résisté aux menaces et aux chantages et convaincus que, tôt ou tard, il nous faudra remettre cette question des salaires sur le tapis.

Correspondant LO

### • Renault

# Les employés de l'informatique contre la filialisation

**Lundi 15 mars, 400 employés du service informatique de Renault se sont rassemblés à Boulogne (Hauts-de-Seine) pour protester contre les projets de filialisation de pans entiers de leur secteur.**

Ce rassemblement avait pour but de soutenir la délégation composée de délégués des syndicats et d'employés qui devait rencontrer le directeur.

La direction informatique regroupe plus de 1 700 employés de Renault et environ 1 500 salariés faisant partie d'entreprises de prestation. Ils sont répartis à Boulogne-Bil-

lancourt, au Technocentre de Guyancourt (Yvelines), à Saint-Quentin-en-Yvelines et dans les antennes de tous les sites Renault. En octobre dernier, ils ont découvert par hasard, sur un site Internet de l'entreprise, que la direction de Renault avait l'intention de les filialiser ; depuis, ils manifestent leur inquiétude et leur désaccord.

Malgré différentes demandes d'éclaircissement, la direction était restée muette. Aussi, lors d'une des réunions consacrées à la réorganisation du secteur informatique, mercredi 10 mars, 200 employés sont allés interpellier le directeur, et celui-

ci a été contraint de donner rendez-vous le lundi suivant.

Là, comme à son habitude, il a noyé les assistants sous un jargon informatico-technique et n'a pas annoncé le retrait de son projet. Il a parlé de transferts, qui se feraient au volontariat, de salariés de l'informatique de Renault vers des filiales, apportant la preuve que l'objectif de filialisation est bien engagé. Il apparaît que les prestataires vont être les premiers touchés. Aucune garantie n'a été donnée quant à l'avenir des salariés, qu'ils soient employés par des entreprises de prestation ou par Renault.

Or toutes les filialisations que

l'on a connues chez Renault – et il y en a eu un certain nombre – se sont à chaque fois traduites par une dégradation des conditions de vie et de travail et ont permis à la direction de Renault de réaliser des économies supplémentaires. En 1997, l'une des dernières en date a touché les travailleurs des succursales, qui ont été regroupés dans la filiale Renault France Automobile. Ils ont vu, les années suivantes, l'écart se creuser avec ceux de Renault : salaires bloqués, suppression de la prime d'intéressement aux résultats financiers, application d'une autre Convention collective, celle des Garages, moins favorable que

celle de la Métallurgie.

C'est pourquoi les salariés de l'informatique ne veulent pas de la filialisation. Ils l'ont montré en restant jusqu'au bout sous les fenêtres où se tenait la réunion du 15 mars. Et lorsque le directeur est sorti avec son équipe, il a dû traverser, sous les huées et les sifflets nourris, les rangs des employés.

Ce rassemblement a donné le moral aux participants qui, face aux parlottes de la direction, ont montré leur mobilisation. Elle seule peut déjouer les manœuvres contre leurs intérêts.

Correspondant LO

• Hôpitaux de Paris

# Toutes les raisons de manifester



Près de 3 000 membres du personnel hospitalier de l'AP-HP (Assistance Publique – Hôpitaux de Paris) ont manifesté jeudi 11 mars à l'appel des syndicats de personnels hospitaliers et de syndicats de médecins. Cette journée, planifiée depuis longtemps et consécutive à celle du 22 janvier, avait le même objectif fixé par les syndicats : l'opposition au plan hôpital 2007 et au plan d'économies qui va avec. Et ce sont ces restrictions qui ont fait descendre dans la rue les salariés hospitaliers.

Beaucoup de personnels ouvriers et de laboratoire avaient répondu à l'appel. Les hôpitaux avaient rendez-vous au siège de l'AP à Paris ; certains ont rejoint la direction centrale en manifestant à partir de leur établissement, comme la Pitié-Salpêtrière. L'ensemble devait ensuite se rendre à Bastille. Les

hôpitaux Tenon, Saint-Antoine, Saint-Vincent-de-Paul, Kremlin-Bicêtre, Antoine-Béclère, Henri-Mondor, Georges-Pompidou se remarquaient avec leur bande-roule parmi d'autres. Mais ce sont surtout les élèves-infirmiers, 300 environ, en mouvement depuis cinq semaines, en tête de cortège, qui donnaient de l'animation à la manifestation. Car c'est parmi eux que l'on pouvait entendre ou lire sur des pancartes la revendication d'ouverture de 1 040 postes d'infirmiers gelés, leur affectation sur tous les postes, leur refus de travailler dans des conditions rétrogrades. Certains avaient inscrit au dos de leur blouse des slogans calqués sur ceux des enseignants en mouvement au printemps dernier : « On ferme des lits, des hostos, des écoles, y'en a ras le bol »...

La manifestation s'est terminée par un rassemblement à la Bastille où devaient prendre

la parole différents responsables syndicaux ainsi que deux représentants des élèves-infirmiers en mouvement. Ces derniers ont été les seuls à affirmer qu'ils avaient l'intention de continuer à se mobiliser car, pour eux, tous les postes à combler sont prioritaires et ils sont nombreux. Quant aux syndicats, s'ils avaient programmé la journée du 11 mars depuis longtemps, ils ne l'ont pas réellement annoncée avec la publicité nécessaire dans la plupart des établissements. Et, alors que le gouvernement passe à l'attaque, ils se sont bien gardés de proposer des perspectives de riposte aux personnels rassemblés. Mais l'allure de la manifestation témoignait d'un mécontentement réel.

La directrice de l'AP-HP elle-même ne peut qu'alimenter ce mécontentement. Les suppressions de postes dans les différents établissements arrivent progressivement. Surnommée Madame Danone, elle a bien

l'intention d'œuvrer à supprimer 4 000 postes en quatre ans, dont 920 en 2004, dans tous les corps de métiers de l'hôpital : personnels soignants, administratifs, techniques, ouvriers. Ici et là le personnel commence à se demander à quelle sauce il va être mangé et à faire le compte des postes. À l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, à la Pitié-Salpêtrière, les personnels ouvriers ont commencé déjà à se réunir pour faire le point sur la situation.

L'attitude de Madame Danone, à l'image de celle du gouvernement dans tout le secteur public, doit déclencher la nécessaire riposte des personnels hospitaliers. Les élèves-infirmiers en donnent peut-être un avant-goût. Réunis en assemblée générale dans la foulée de la manifestation, ils sont bien décidés à continuer leur mouvement.

Correspondant LO



• POK, CLAN et OK Métal – Nogent-sur-Seine (Aube)

# Un patron qui se sent visé... à juste titre !

A Nogent-sur-Seine, un patron de choc n'a pas apprécié qu'un des candidats de Lutte Ouvrière aux cantonales parle de lui comme d'un « patron voyou ». Il s'est fendu d'un long article dans la presse locale pour se justifier et se plaindre.

En effet, le PDG de l'usine POK de Nogent avait menacé publiquement de délocaliser sa production de matériel pour

incendies si les salariés élisaient un délégué du personnel qui osait s'opposer à lui. La justice a annulé ces élections, condamnant le patron pour « délit d'entrave à la libre désignation des délégués ».

Ce « capitaine d'industrie », comme il est fier de se présenter, utilise tous les artifices possibles. Pour éviter de créer un Comité d'entreprise, il maintient l'effectif de POK en dessous des 50 salariés et utilise en permanence une trentaine

d'intérimaires.

Après POK, il a créé une société prétendument de recherche, CLAN, puis OK Métal. A chaque création d'entreprise, il engrange de nouvelles subventions, profite de nombreuses exonérations. Les locaux de ces trois unités ont été mis à sa disposition par la commune, qui a emprunté pour les construire.

Quant aux conditions de travail qu'il impose au personnel, parlons-en ! Les vestiaires

sont dans l'atelier avec une simple bâche en guise de séparation ; la salle de repos est dans les toilettes, histoire de casser la croûte assis à côté des urinoirs, et la douche, elle, est condamnée.

Toutes ces aides créent des emplois ? Mensonge ! Embaucher des intérimaires, déjà présents de longue date, en CDI, faire démissionner les salariés d'une des trois entreprises pour les embaucher dans la nouvelle, ce n'est pas créer des emplois.

# Les pompiers du Nord en grève

Depuis le 17 février, les 1 100 pompiers professionnels du Nord sont en grève illimitée. Ils sont réquisitionnés par équipes. Comme tous les pompiers du pays, ils veulent obtenir le classement de leur métier en « profession dangereuse ». Ils manifesteront pour cela avec l'ensemble des pompiers du pays le 25 mars à Paris.

D'autre part, depuis la loi de 1996, les pompiers professionnels sont employés par les départements. Ceux du Nord font en moyenne cent gardes de 24 heures, soit 2 400 heures de service dans l'année, dont 1 600 heures seulement sont payées. Ils demandent donc que les 800 heures de différence soient rémunérées ou compensées par des repos. Mais ils sont aussi partisans de travailler 1 600 heures et qu'il y ait des embauches.

Jusqu'à présent, le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Nord, dont le responsable est le président PS du Conseil général, Derosier, faisait la sourde oreille ou minait l'action des pompiers en ne leur faisant pas parvenir l'ordre de réquisition en temps et en heure. Il n'hésitait pas à faire courir ainsi aux usagers le risque que les pompiers ne soient pas à leur poste en cas d'alerte. Cette attitude a écorché les pompiers et a durci le mouvement. Quant à la découverte d'une commande publique de 11 000 euros de champagne par le SDIS, alors qu'il traite par le mépris et la provocation les pompiers, elle n'a pas détendu l'atmosphère, au contraire !

Depuis, Derosier a fait une déclaration de principe non datée et non signée sur une nouvelle organisation du travail basée sur 1 600 heures, mais sans préciser le nombre d'embauches, comment elles seraient mises en place et quelles seraient, d'ici là, les compensations des heures travaillées. Alors la grève et l'action continuent.

Aujourd'hui, ce petit potentat semble réaliser qu'il est allé trop loin, et a l'air de se calmer. D'autant que sa tribune confirmait tout ce que nous dénoncions ! Mais comme l'a dit un travailleur sur le marché, « Voyou ? Tous les patrons le sont... ! »

## • France Télécom

# - Une grève d'avertissement réussie à Wanadoo

**Environ 60 % de 2 000 opérateurs des services de France Télécom pour le fournisseur d'accès Internet Wanadoo ont fait une journée de grève, le 11 mars, contre des conditions de travail que la direction veut encore aggraver par des suppressions d'effectifs.**

Les opérateurs des centres d'appel Wanadoo sont répartis sur vingt-quatre « plateaux » en France. Ils sont chargés à la fois des relations commerciales, de la facturation, et de l'aide aux utilisateurs qui rencontrent des difficultés techniques, également par téléphone.

La grève du jeudi 11 mars était appelée au niveau national par la CGT et SUD, en riposte à l'annonce de suppressions d'emplois. Déjà avec les effectifs actuels, la hiérarchie demande de limiter les communications téléphoniques au maximum et de renoncer aux pauses quand il y a des appels en attente. Certains responsables se permettent même de venir chercher du

personnel pendant leur temps de repos.

C'est dans ce contexte que la direction a annoncé la fermeture des centres de Grenoble et de L'Isle-d'Abeau, supprime des emplois à Lille, et envisage de se séparer du centre de Bordeaux en affectant ceux qui y travaillent à d'autres services de France Télécom.

En plus, la direction a jeté de l'huile sur le feu en expérimentant en Ile-de-France ce qu'elle appelle une régionalisation des appels : un client d'une région donnée ne pourrait trouver assistance que dans un centre précis. Cela s'est traduit par une telle pagaille qu'au bout d'une semaine la direction a dû rétablir un basculement vers les autres centres. Les clients avaient dû patienter sur une musique d'attente très longue et payer le temps correspondant, tandis que le personnel concerné, celui du centre de Fontenay (Val-de-Marne) était soumis à rude épreuve.

Pour en rajouter encore, la

direction a décidé, début mars, de mettre fin aux fiches qui récapitulent tous les appels d'un même client avec les problèmes posés et les solutions avancées. Elle croyait ainsi limiter le temps d'occupation des agents sur chaque dossier. En réalité, quand le même abonné rappelle, le technicien conseil qui prend la communication ne sait pas ce qui a déjà été fait, donc lui refait faire une deuxième fois les mêmes manipulations...

C'est cette accumulation de pressions, d'annonces de fermetures, de décisions jugées iniques par les agents, et de mépris du personnel, qui ont entraîné le succès de cette grève d'avertissement. Cela fait longtemps qu'à France Télécom un mouvement au niveau national n'a pas connu un tel succès. Des discussions se poursuivent dans les différents centres sur la suite à donner pour faire céder la direction sur les emplois et les conditions de travail.

Correspondant LO

# - Pressions, dépressions... et coup de colère salutaire

A France Télécom, la « Performance Individuelle Comparée » pousse les responsables de groupes, sur ordre de la hiérarchie, à convoquer de plus en plus fréquemment les agents ; des fichiers du personnel avec des remarques pour le moins méprisantes ont été dénoncés à Nantes ou à Toulouse. Même si la direction se défend de ce qu'elle appelle des « dérives », les pressions sont réelles pour contraindre chacun à faire le travail des collègues partis en retraite, en pré-retraite ou vers d'autres administrations pour fuir l'ambiance qui devient de plus en plus détestable dans les services.

La dégradation des conditions de travail n'est pas sans conséquence sur la santé des salariés. Selon une enquête du Comité d'Hygiène et de Sécurité - Conditions de Travail (CHSCT) de Poitou-Charen-

tes, « un tiers des salariés se sentent toujours fatigués, 40 % déclarent avoir du mal à dormir la nuit, 50 % se déclarent découragés, 13 % n'ont plus goût à rien et 20 % se réveillent déprimés le matin ». A Paris, à la suite du suicide d'un cadre, le médecin du travail aurait attiré l'attention de la direction sur la santé physique et morale des employés. La direction prétend désormais se soucier de l'état de santé du personnel, en nous convoquant lors du retour d'un arrêt maladie. En fait, c'est pour remettre en cause la véracité de telle ou telle maladie, voire d'un décès familial, ou même nous questionner sur la teneur d'une prescription médicale. Et on nous demande de prendre sur nous car, voyez-vous, les arrêts maladie coûtent cher à l'entreprise.

Les responsables prennent aussi l'habitude d'annoncer le

nombre de jours de présence sur l'année de tel ou tel employé devant ses collègues, certains allant jusqu'à répartir les objectifs qui étaient assignés à la personne absente sur les autres membres de son équipe.

Mais à force de faire pression sur le personnel avec de telles méthodes, la direction s'expose à provoquer des réactions explosives, comme en Corse il y a quelques semaines où, à la suite d'un suicide, le personnel s'est mis en grève et a imposé le départ de responsables de la direction régionale.

Face à une hiérarchie qui prétend nous dicter sa loi, il faudrait remettre les choses à l'endroit, de façon à ce que le personnel contrôle les décisions et rejette celles qui, faites dans l'unique objectif d'accroître la rentabilité, grignotent leur vie, voire la bousillent complètement.

Correspondant LO



## • La Poste – Paris 14

# Assez de suppressions d'emplois !

**Mardi 16 mars, une journée de grève a eu lieu à La Poste à Paris à l'appel des syndicats, après celle du 5 février qui avait été assez bien suivie dans certains centres. Cette fois-ci, ce sont essentiellement les facteurs qui y ont participé.**

Sur Paris, les centres de distribution comptent près de 5 000 facteurs. Dans les deux ans qui viennent, la direction veut supprimer 20 à 30 % des emplois, soit un bon millier. Etalées sur 2004 et 2005, après Paris 5 et Paris 7, les restruc-

plus, elle veut supprimer le samedi de repos sur deux dont bénéficient les facteurs, en les faisant travailler trois samedis sur quatre. Les six jours de repos ARTT, datant des 35 heures, disparaîtraient. En échange, si l'on peut dire, les facteurs bénéficieraient d'un grand week-end de trois ou quatre jours toutes les quatre semaines... à condition d'accepter de travailler à trois au lieu de quatre ce jour-là.

Emplois supprimés, conditions de travail aggravées, c'est une attaque en règle. Et ce qui se passe chez les facteurs se passe dans tous les services de La Poste. Les syndicats et la presse ont annoncé que celle-ci envisage 2 800 suppressions d'emplois dans les centres financiers (chèques postaux) sur 17 000 dans les deux ans qui viennent, pour accélérer la mise en place d'une banque postale, à statut privé, prévue dès 2005.

Mardi 16 s'est tenu un rassemblement devant Paris 19 et dans quelques centres où la grève a été bien suivie, comme à Paris 14 avec près de 70 % de grévistes, des assemblées générales devaient se tenir le lendemain pour décider d'une éventuelle poursuite du mouvement.

Et c'est vrai que, face aux attaques tous azimuts de la direction, seule une riposte d'ampleur, entraînant tous les postiers, quel que soit leur service, quel que soit leur statut, fonctionnaires ou contractuels, pourra la faire reculer.

Correspondant LO



turations vont toucher, dans les mois qui viennent, les bureaux de Paris 9, Paris 10, Paris 14, Paris 16 et Paris 19.

Sur Paris 14 par exemple, où après plusieurs réorganisations il reste encore 250 facteurs, c'est 60 emplois que la direction veut supprimer. En

## • Russie

# Poutine réélu

**Sans surprise, Poutine a été réélu à la tête de la Fédération de Russie. Comme en 2000, il l'emporte au premier tour, mais avec une majorité accrue (71,2 %), la plus large obtenue à un scrutin présidentiel russe.**

C'est le troisième scrutin du genre depuis la dissolution de l'URSS, fin 1991. Le premier, en 1996, avait vu un très haut dignitaire du régime précédent, Eltsine, se succéder à lui-même tandis que les clans de la bureaucratie dirigeante dépeçaient l'économie ex-soviétique. En plus d'appauvrir la population de façon dramatique, cette curée gigantesque ne cessait d'affaiblir le pouvoir central, enjeu du combat entre appareils dirigeants pour s'approprier tout ce qu'ils pouvaient de la propriété de l'État, et d'un pouvoir qui pouvait donc être source d'enrichissement.

Le krach financier de 1998 enfonça encore plus la Russie dans la crise. Le 31 décembre 1999, dans une ambiance de fin de règne marquée par d'énormes scandales financiers au sommet, Eltsine démissionna en faveur de Poutine qui, fraîchement nommé Premier ministre, n'était pas encore atteint par le discrédit frappant les hommes du Kremlin.

L'alcoolique Eltsine, entouré de favoris pillant les caisses de l'État, incarnait la faiblesse d'un pouvoir en proie au gangstérisme des cliques dirigeantes. En revanche, l'ex-chef de la police politique Poutine voulait donner l'image d'un homme à poigne qui saurait restaurer l'autorité d'un État à la dérive. Sa première cible fut la république sécessionniste de Tchétchénie, où il se faisait fort de ramener l'ordre, comme dans toute la Fédération russe.

### Poutine et son bilan

Quatre années de massacres plus tard, la guerre n'en finit pas dans cette Tchétchénie désor-



**A Grozny, en Tchétchénie, des soldats passent devant une affiche de propagande de Poutine... faisant l'éloge des forces de l'ordre !**

mais livrée à un président local désigné par Poutine, un chef de guerre rallié au Kremlin, dont les gangs prétendent « sécuriser le territoire » en terrorisant la population. Dans le reste du pays, Poutine se flatte d'avoir mis un terme au chaos et à l'instabilité politiques légués par Eltsine. Dans les régions, transformées en fiefs privés par les chefs de la bureaucratie, Poutine a obtenu de ceux-ci qu'ils lui fassent allégeance, en échange de quoi il ne s'immisce pas dans leurs affaires. Quant aux médias, plus aucun ou presque ne s'aventure à critiquer Poutine, qui les a repris en

main dès 2000, notamment en exilant et expropriant deux favoris d'Eltsine qui avaient raflé une bonne partie de la presse, en même temps que d'autres pans de l'économie.

Le Kremlin rappelait ainsi, à ceux qui avaient jusqu'alors profité de la faiblesse de l'État

central pour s'enrichir de façon fulgurante, qu'ils devaient leur position au bon vouloir des autorités. Et pour ceux qui l'oublieraient, depuis octobre 2003, il fait mijoter en prison l'homme le plus riche du pays, Khodorkovski, dont la compagnie pétrolière pourrait revenir, sinon à l'État, du moins aux hauts appareils de l'armée, de la police et des services secrets.

### Un mieux en trompe-l'œil...

L'arrestation ou l'exil de quelques super-riches n'ont bien sûr pas rendu la popula-

tion travailleuse moins pauvre. Mais elle voit sans déplaisir mettre au pas certains de ceux qui symbolisent à ses yeux ce qu'elle a subi et subit encore. Au moins en apparence, cela tranche sur l'ère Eltsine. Fait nouveau aussi, on recommence à embaucher ici ou là, salaires et pensions ne sont plus systématiquement versés avec des mois de retard, voire augmentent parfois après une décennie d'effondrement du pouvoir d'achat et de marasme de l'économie.

Cependant, si la production s'est un peu redressée, elle n'a même pas retrouvé son niveau de 1991. Et surtout, cette embellie relative dépend essentiellement du prix élevé sur les marchés mondiaux des principaux produits d'exportation russes, le gaz et le pétrole. Autant dire qu'elle est à la merci d'un retournement des cours. Mais, depuis des mois, pendant qu'ils le peuvent encore, les médias portent cette « reprise » à l'actif de Poutine.

À la veille de l'élection présidentielle, ce dernier a aussi limogé son gouvernement, présenté comme responsable des limites d'une amélioration dont la population entend plus parler qu'elle ne la voit se concrétiser : comme il y a quatre ans, un Russe sur quatre vit toujours en dessous du seuil de pauvreté.

Au fond, la population ne nourrit sans doute guère d'illusions sur Poutine, mais c'est cette situation, apparemment en voie de stabilisation, qui explique les résultats de ce scrutin et ceux des récentes élections législatives où les partis politiques autres que le bloc Poutine ont été laminés.

Pour cette présidentielle, les partis ayant un groupe à la Douma (Assemblée nationale) n'ont présenté que des seconds couteaux, assurés qu'ils étaient de n'y faire que de la figuration. Quant aux autres partis, il leur fallait recueillir des millions de signatures dans tout le pays en un court laps de temps pour désigner un candidat : une mis-

sion si impossible... que le pouvoir en a aidé certains afin de préserver un semblant de choix face au candidat-président.

Peut-être la présence de cinq « concurrents » a-t-elle permis d'inciter les électeurs à se rendre aux urnes, alors que le Kremlin, disait-on, aurait craint une abstention massive. Mais si le code électoral russe stipule que, faute d'un quorum de 50 % de votants, un autre scrutin doit être organisé avec de nouveaux candidats, une telle éventualité ne constitue pas vraiment un risque pour le pouvoir. Depuis quinze ans qu'il organise des élections dites pluralistes, il a appris à s'en accommoder. Après le rouleau compresseur d'une propagande officielle omniprésente, les pressions multiples et variées exercées sur les électeurs par leurs employeurs, par l'administration ou dans les services sociaux, le bourrage des urnes (dans plusieurs régions, Poutine frise 100 % des voix !), il reste les commissions électorales nommées par le pouvoir qui se chargent d'ajuster les résultats à ce qu'il souhaite.

À défaut d'y parvenir dans la réalité de la vie sociale et économique autant qu'il le prétend, le pouvoir arrive donc à s'affirmer dans les urnes. Quitte à y mettre les formes qui permettent aux chefs des grandes puissances d'affirmer que tout est (presque) pour le mieux dans la meilleure des Russies possibles.

Ainsi dès l'annonce des résultats, le secrétaire d'État américain Colin Powell, disant avoir eu « quelques inquiétudes » sur les conditions de la réélection de Poutine, déclarait qu'en Russie « la démocratie n'est pas en difficulté ». L'avis émane d'un connaisseur, s'agissant d'un de ces dirigeants du monde impérialiste qui prétendent instaurer la « démocratie » en Irak en écrasant son peuple sous leur botte.

Pierre LAFFITTE

## • Contre la guerre

# Manifestons le 20 mars

Il y a un an, le 20 mars 2003, les États-Unis et leurs alliés déclenchaient la guerre en Irak, en prétendant le faire au nom de la « démocratie » et pour délivrer les Irakiens de la dictature de Saddam Hussein. Le prétexte le plus immédiat était de rechercher les armes de destruction massive qui menaçaient la sécurité des pays occidentaux.

Depuis, le régime de Sad-

dam Hussein s'est effondré, lui-même a été capturé, mais la « démocratie » n'est pas instaurée pour autant. Outre l'occupation militaire par les pays de la coalition, des bandes armées sous la houlette des clans religieux se disputent un éventuel pouvoir. La population a vu ses conditions de vie empirer encore. Quant aux armes

de destruction massive, force a été de reconnaître qu'elles n'existaient que dans la propagande des gouvernements américain ou anglais.

Au même moment, l'État d'Israël continue de mener une véritable guerre contre le peuple palestinien, guerre qui s'intensifie avec la construction du mur séparant les deux États. Mais aucune grande puissance

ne parle d'intervenir pour sauvegarder les droits du peuple palestinien. Et bien d'autres guerres se poursuivent dans le monde, dans la même indifférence, comme par exemple en Tchétchénie.

Dans plus de cinquante pays, des manifestations contre la guerre sont prévues le samedi 20 mars. En France, le collectif qui s'était constitué au moment du déclenchement de

la guerre en Irak appelle à manifester dans de nombreuses villes.

**Dans la capitale,  
cette manifestation  
partira  
à 15 heures  
Samedi 20 mars  
place de la Bastille**